

RESEAU INTERDIOCESAIN DE MICROFINANCE

B.P.951 KIGALI, TEL: 2004/0788320675

E-mail: rim@rim.rw, website:www.rim.rw



Rapport Annuel 2025

Centenary house building
Kigali—Rwanda

Notre vision

Devenir une banque de microfinance la plus performante avec un réseau le plus ramifié au Rwanda.

Notre mission

Notre mission est de " Promouvoir la dignité humaine en contribuant à l'amélioration du bien-être de la population rwandaise, spécialement les groupes pauvres économiquement actifs vivant en milieu rural, grâce aux produits et services financiers et non financiers adaptés ".

Nos valeurs :

Intégrité

Service de qualité

Efficacité

Solidarité

Protection de l'environnement

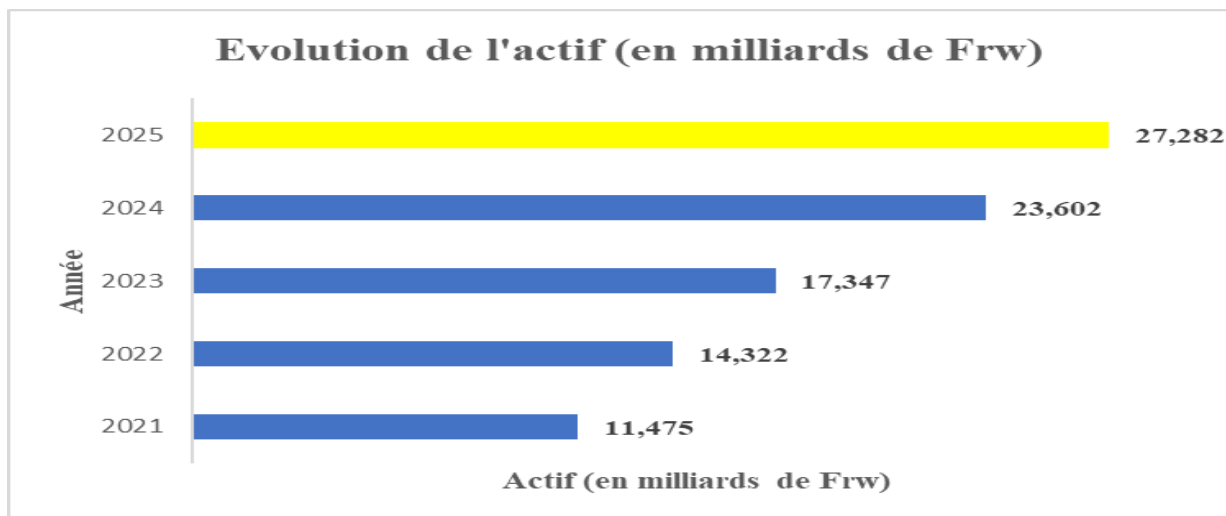
Table des matières

<i>Notre vision</i>	i
<i>Notre mission</i>	i
<i>Nos valeurs</i> :.....	i
<i>Intégrité</i>	i
Table des matières	ii
1. Evolution du RIM Plc de 2021-2025	1
1.1. Evolution de l'Actif	1
1.2. Evolution des Dépôts et des clients actifs	1
1.3. Evolution des Encours de Crédits et des clients emprunteurs.....	2
1.4. Evolution du volume de crédits débloqués	2
1.5. Evolution du montant moyen des prêts décaissés	3
1.6. Evolution du portefeuille à risque	3
1.7. Evolution de la qualité du portefeuille à risque	4
1.8. Evolution de l'autosuffisance opérationnelle.....	5
1.9. Evolution du rendement du portefeuille et le taux de charge d'exploitation	5
1.10. Evolution de la structure financière du RIM Plc.....	6
1.11. Evolution du résultat net de l'exercice.....	7
1.12. Evolution des fonds propres nets	7
1.13. Evolution du Capital social.....	8
1.14. Evolution du ratio de solvabilité	8
1.15. Evolution des clients déposants	8
1.16. Evolution de l'effectif du Personnel	9
1.17. Evolution de la productivité du Personnel du RIM Plc.....	10
1.18. Stratégie: définition et suivi des objectifs sociaux.....	10
1.19. Produits & Services: conception de produits, services, modèles et canaux de prestations correspondant aux besoins et préférences des clients	11
1.20. RS envers les employés: sens de la responsabilité dans la relation avec les employés	12
1.21. Stratégie: définition et suivi des objectifs sociaux.....	12
1.22. Protection des clients: sens de la responsabilité dans la relation avec le client	13
2. Indicateurs de performance 2021- 2025.....	14
5. Contribution du RIM à la réduction de la pauvreté et à la construction du pays	22
5.1. Formation et Education financière	22

5.2. Financement des projets de différents entrepreneurs	23
5.4. Contribution au développement du pays à travers la collecte de la Taxe Professionnelle sur rémunération des employés.....	24
5.5. Contribution au développement du pays à travers la collecte de la Taxe sur la valeur ajoutée .	25
5.6. Contribution au développement du pays à travers la collecte de l'impôt mobilier	25
5.7. Dividendes distribués aux actionnaires	26
6. Présentation du Président du Conseil d'Administration	27
7. Présentation du Directeur Général	32
8. Synopsis des activités	38
8.1. Clientèle	38
8.2. Composition de dépôts des clients	38
8.2.1 Répartition des dépôts par type de dépôt	39
8.2.2. Répartition des dépôts par statut juridique.....	39
8.3. Crédits.....	39
8.4. Analyse du risque des crédits au 31 décembre 2025.....	42
9. Etats financiers au 31 décembre 2025.....	47
9.1. Compte de résultat au 31 décembre 2025	47
9.2. Bilan au 31 décembre 2025.....	48
9.3. Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2025	50
9.4. Etat des variations des capitaux propres au 31 décembre 2025	51
9.5. Commentaires aux états financiers	51
10. Rapport du Commissaire aux Comptes.....	65
10.1. Opinion	65
10.2. Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers	66
10.3. Responsabilités de l'auditeur	66
10.4. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires	68

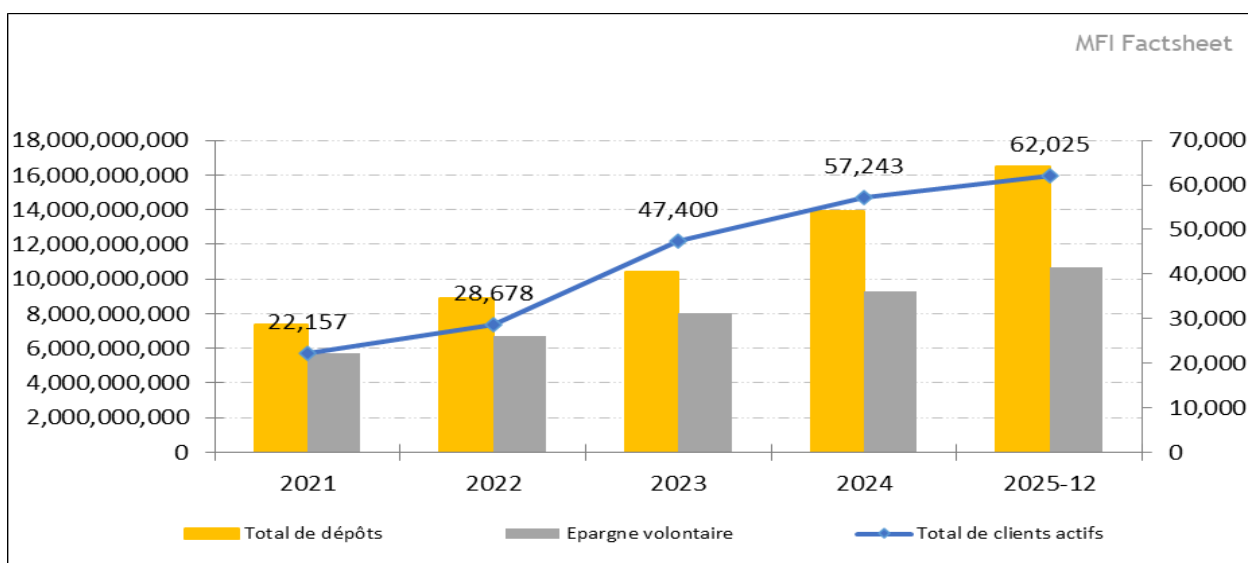
1. Evolution du RIM Plc de 2021-2025

1.1. Evolution de l'Actif



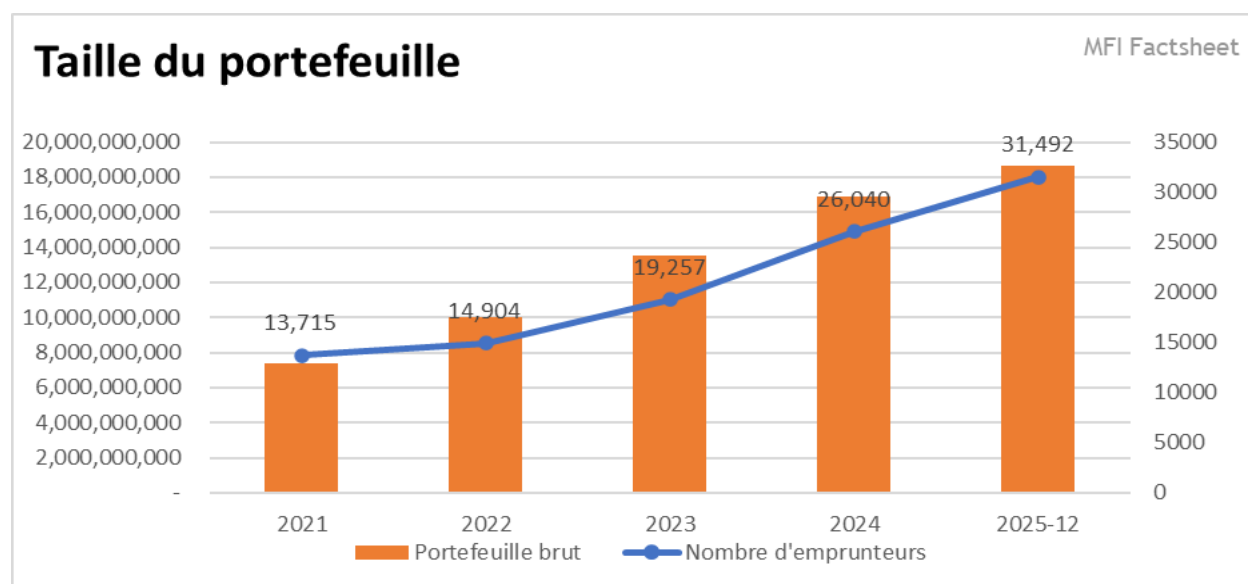
L'actif total du RIM Plc a connu en général une évolution positive depuis 2021 et le taux de croissance annuel moyen est de 24%. Au cours de l'année 2025, l'augmentation de l'actif a été fortement influencée par l'augmentation des dépôts et des emprunts.

1.2. Evolution des Dépôts et des clients actifs



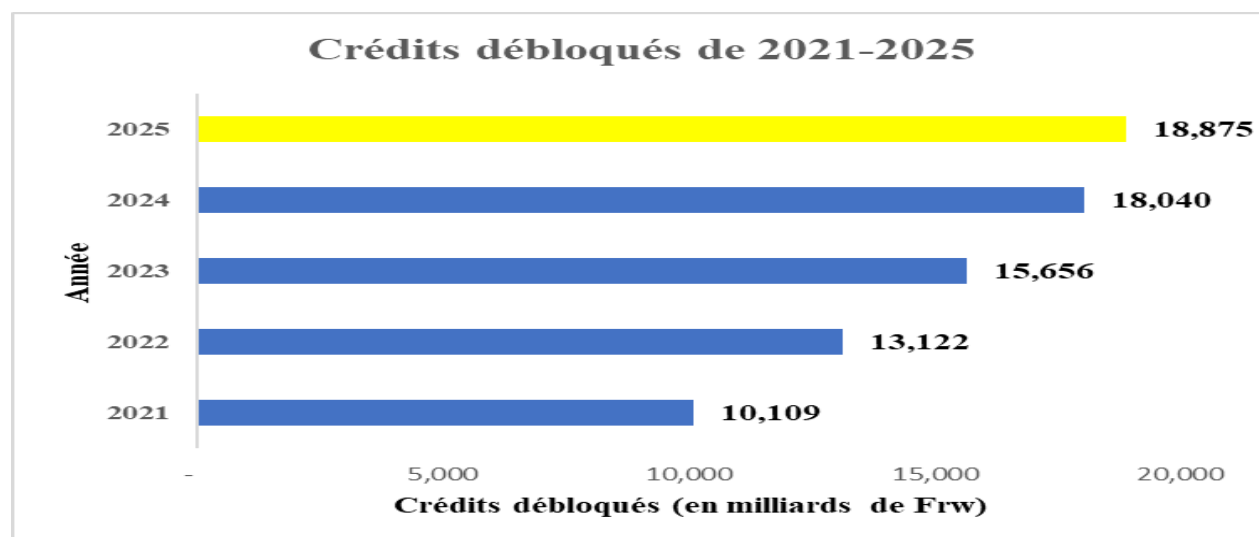
Les dépôts ont connu en général une évolution positive depuis 2020 le taux de croissance annuel moyen étant de 22%.

1.3. Evolution des Encours de Crédits et des clients emprunteurs



Les crédits à la clientèle ont connu une évolution positive sur la période de 2021 à 2025. Les clients emprunteurs ont enregistré des baisses et des hausses au cours de cette période. Toutefois, on constate une évolution positive des clients emprunteurs de 2021 à 2025.

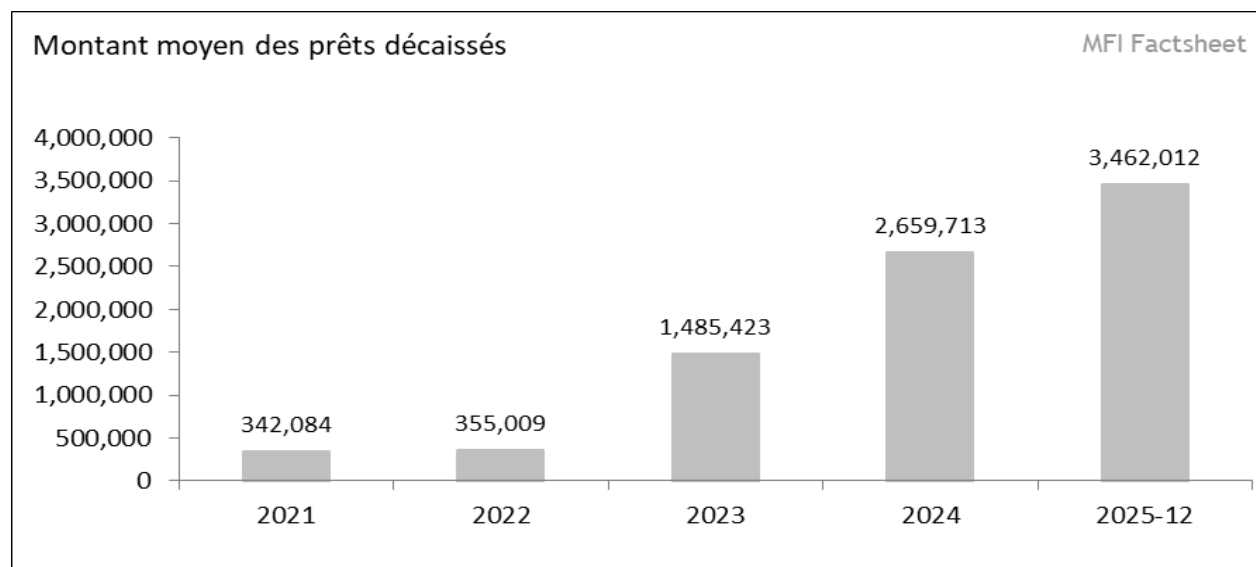
1.4. Evolution du volume de crédits débloqués



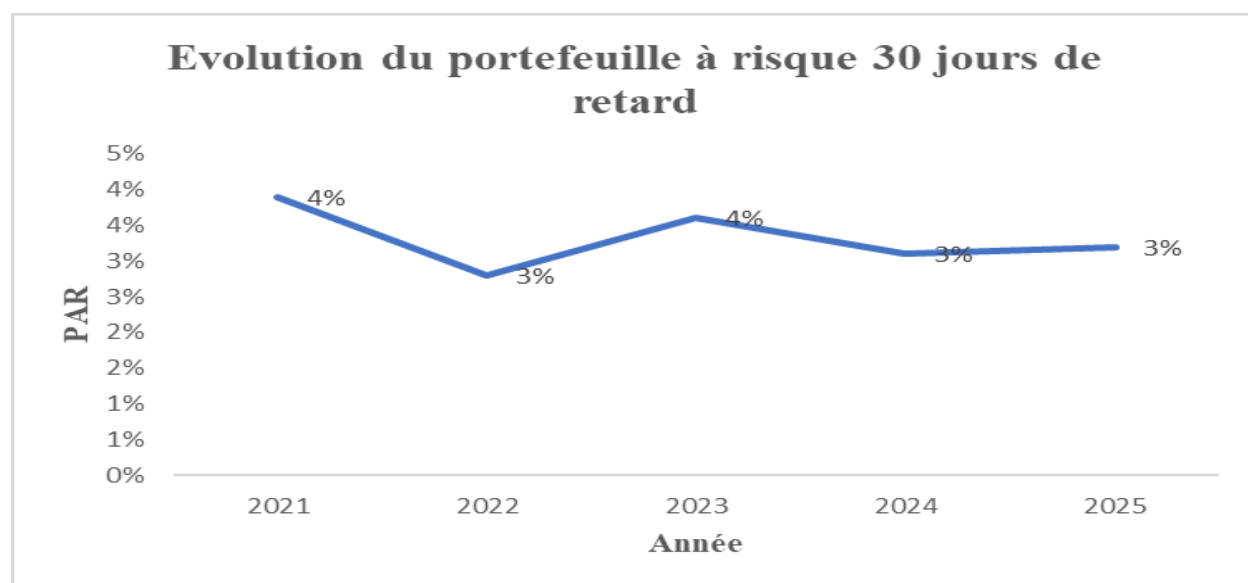
Les crédits débloqués à la clientèle ont connu une évolution positive sur la période de 2021 à 2025 avec une augmentation de 5% en 2025. Toutefois, le taux de croissance annuel moyen est de 17%.

1.5. Evolution du montant moyen des prêts décaissés

Nous constatons une augmentation du montant moyen des prêts décaissés en 2025 par rapport à l'année 2024 suite à l'augmentation des crédits débloqués au cours de l'année.

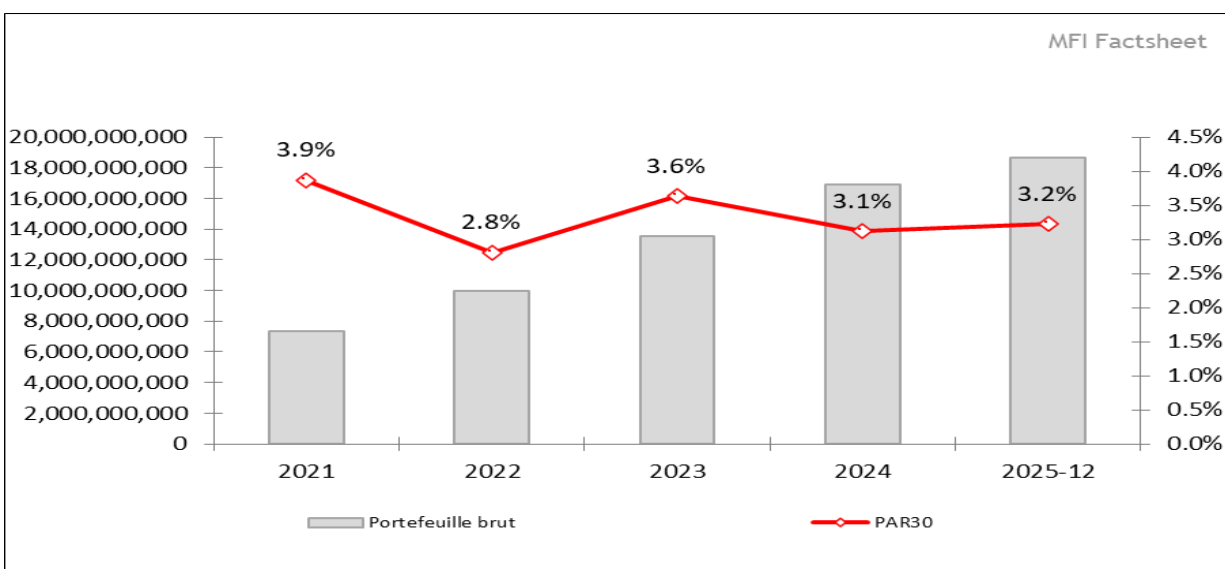


1.6. Evolution du portefeuille à risque



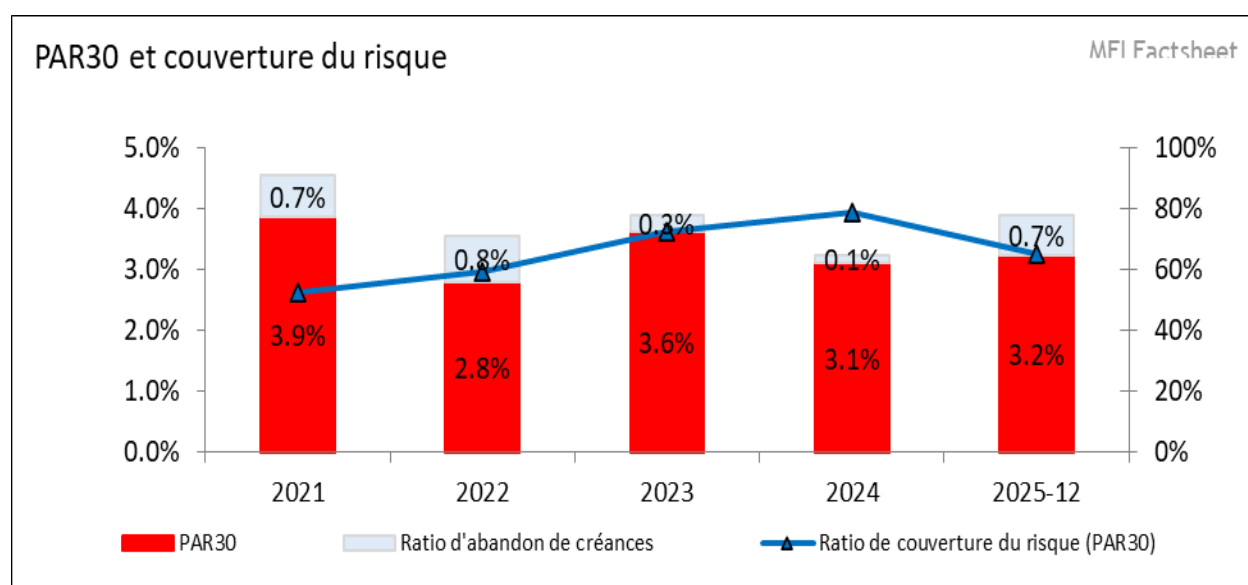
Le taux du portefeuille à risque a varié au cours de la période de 2021-2025 avec une diminution en 2022 suite à la radiation et la restructuration des crédits. Toutefois, le portefeuille à risque a été maintenu à 3% durant les deux dernières années.

1.7. Evolution de la qualité du portefeuille à risque



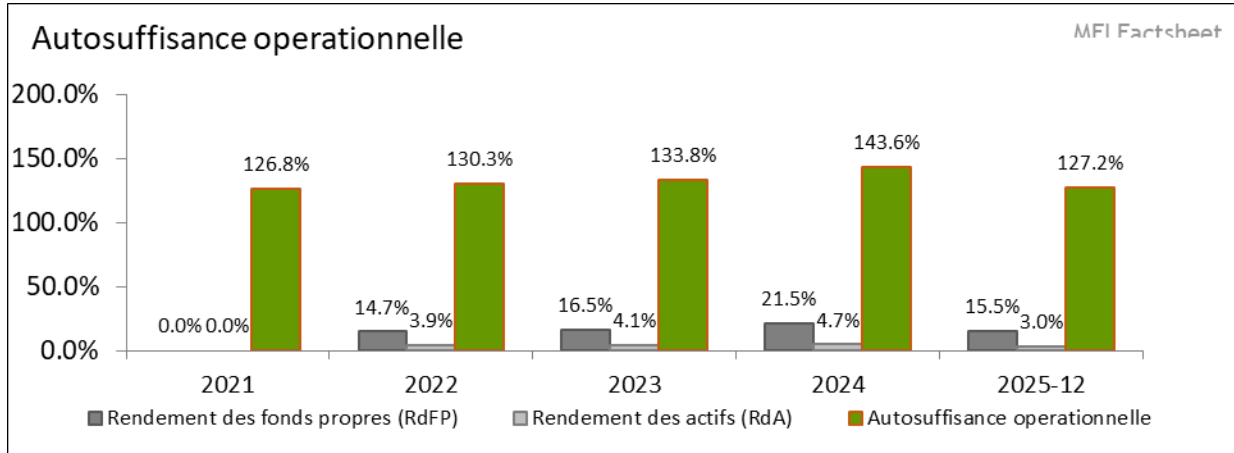
Le taux du portefeuille à risque à 1 jours de retard a varié au cours de la période de 2021-2025 avec une forte augmentation en décembre 2021 où le taux du portefeuille à risque à 1 jour était à 3.9% suite aux effets de COVID-19. Ce taux a connu une diminution et il est de 3.2% au 31/12/2025.

Evolution du portefeuille à risque, abandon des créances et du ratio de couverture des risques



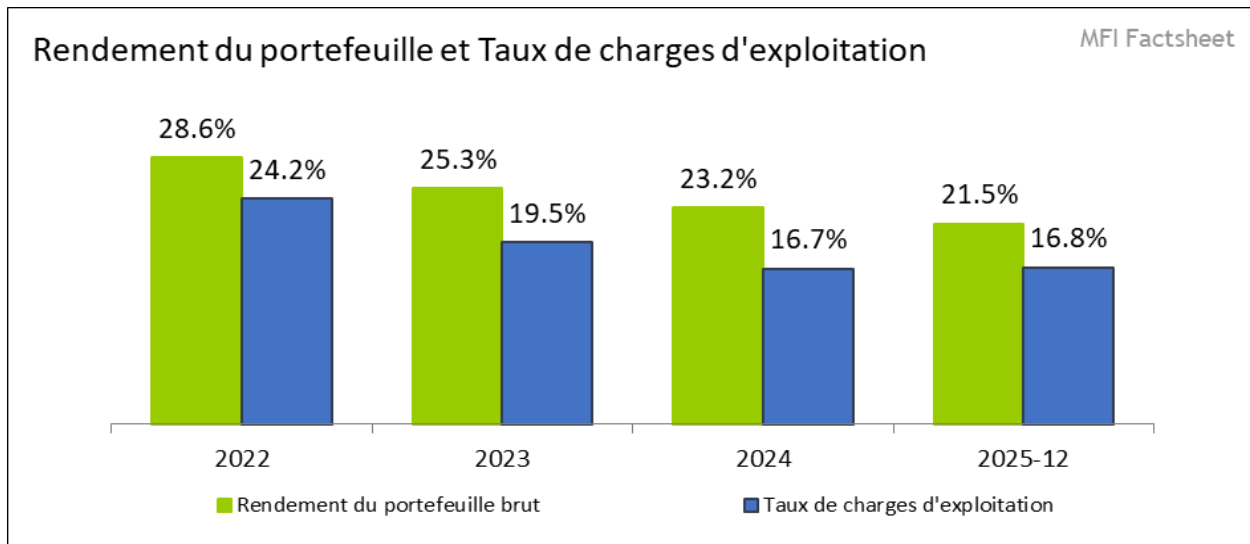
Au cours de l'année 2025, les crédits passés en perte ont augmenté par rapport à 2024 avec une diminution du ratio de couverture des crédits.

1.8. Evolution de l'autosuffisance opérationnelle

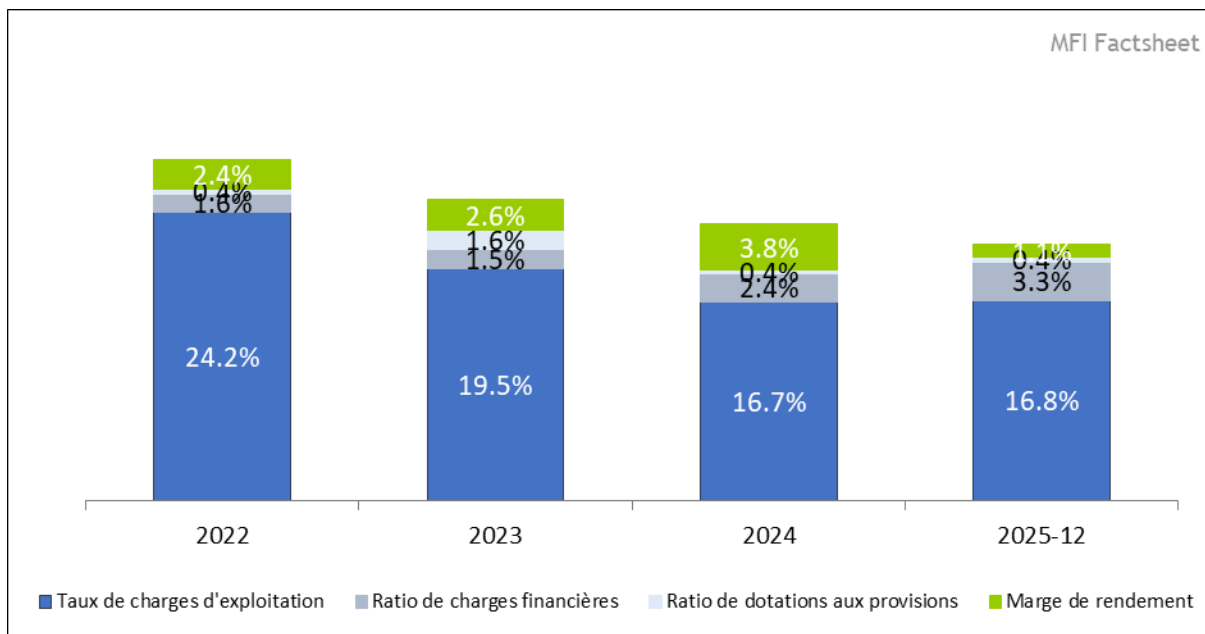


L'autosuffisance opérationnelle en 2025 a connu une augmentation par rapport à l'année 2024 suite à l'augmentation des charges à un rythme élevé par rapport aux produits.

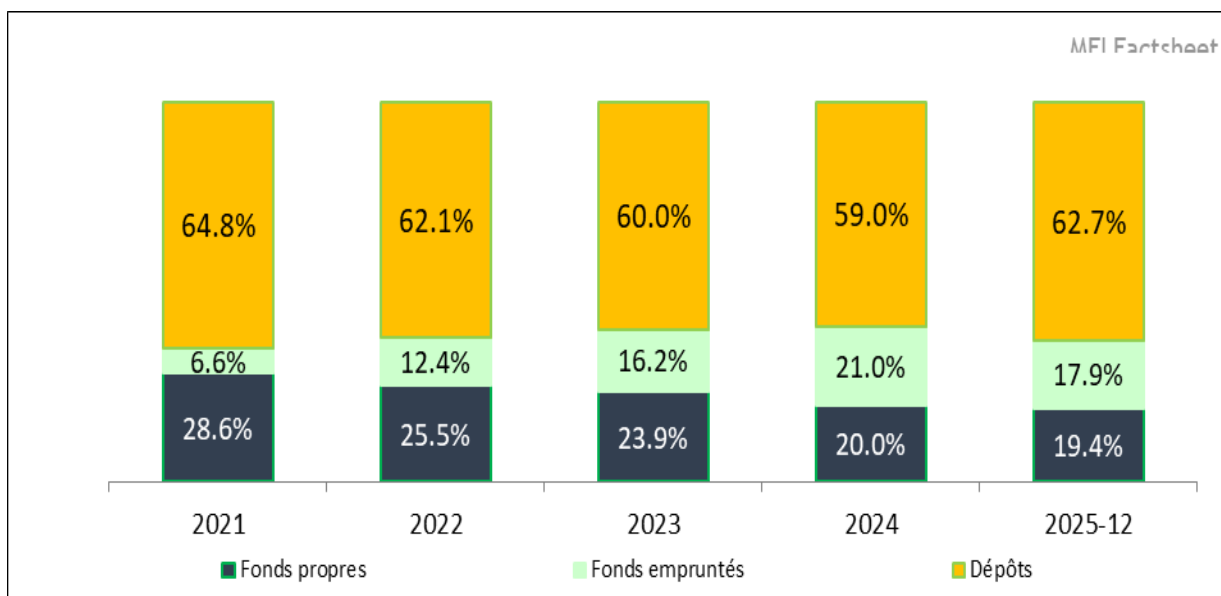
1.9. Evolution du rendement du portefeuille et le taux de charge d'exploitation



Au 31 décembre 2025, le ratio exprimant le rendement du portefeuille brut est supérieur à celui des charges d'exploitation et l'on constate une diminution du rendement du portefeuille et celui des charges d'exploitation par rapport à l'année 2024.

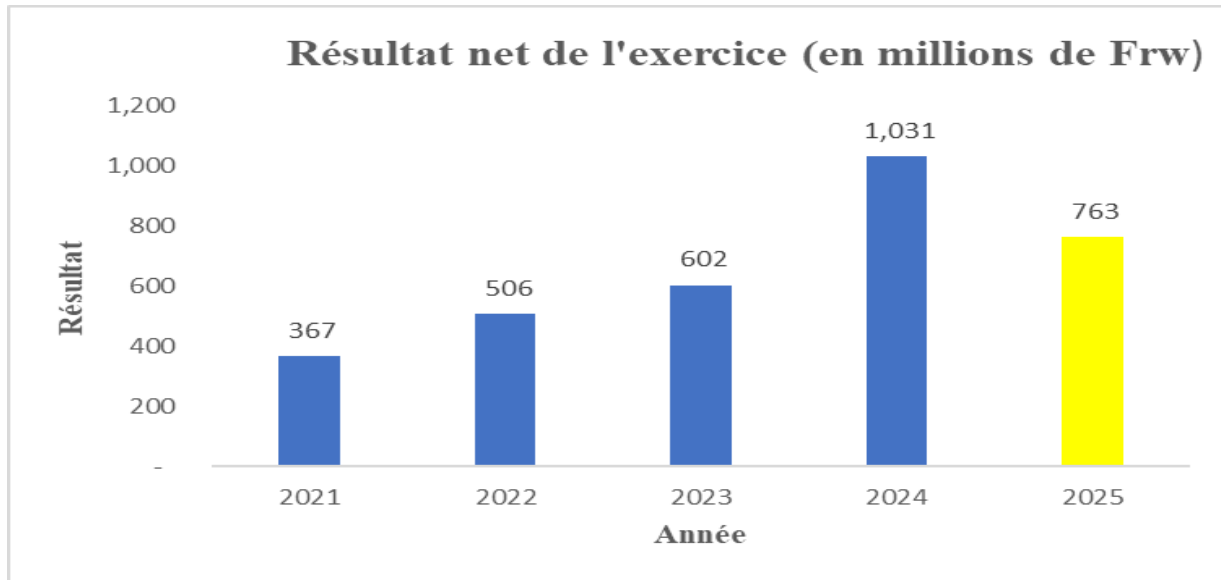


1.10. Evolution de la structure financière du RIM Plc



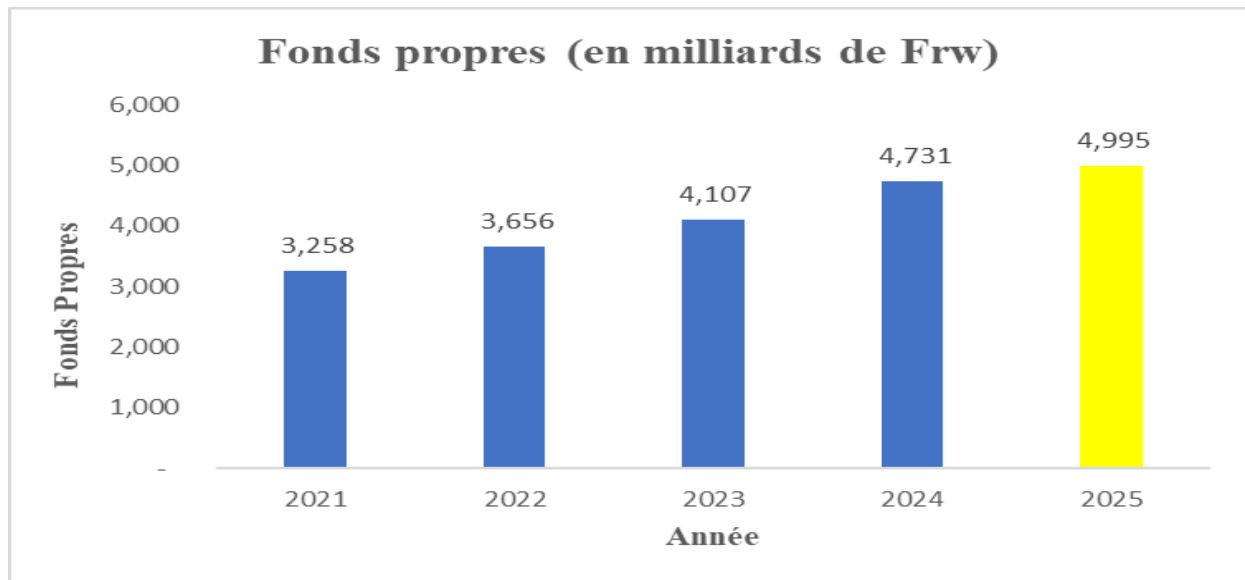
La structure financière du RIM Plc a connu une amélioration positive car il y a eu augmentation des fonds stables et la diminution de la dépendance de l'institution vis-à-vis des ressources instables que sont les dépôts.

1.11. Evolution du résultat net de l'exercice



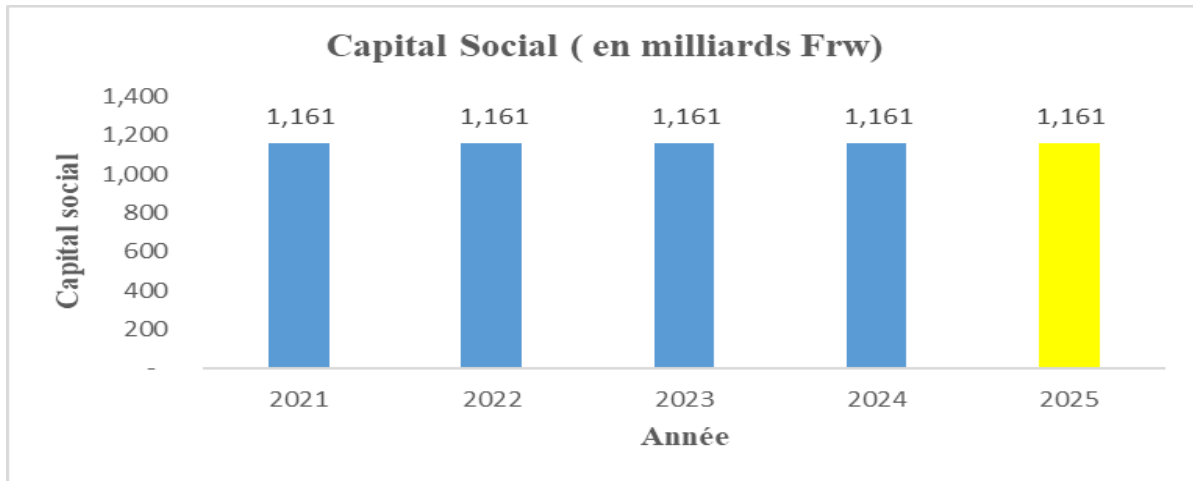
RIM Plc a enregistré des résultats bénéficiaires sur la période de 2021 à 2025. Toutefois, le résultat a connu une diminution en 2025.

1.12. Evolution des fonds propres nets



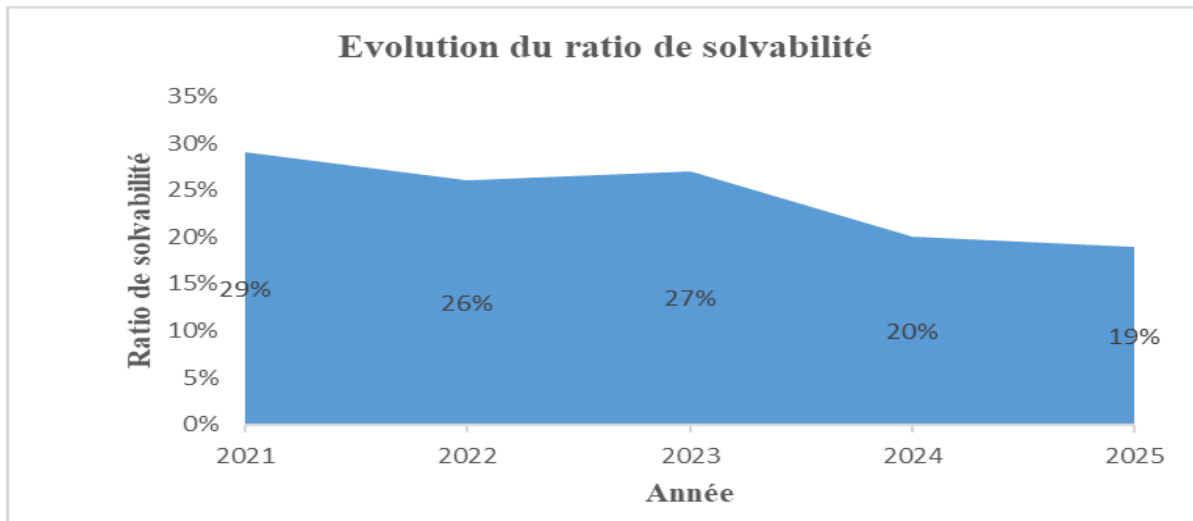
Les fonds propres nets ont connu une évolution positive depuis 2021 suite à l'augmentation du capital social et à l'amélioration des résultats bénéficiaires.

1.13. Evolution du Capital social



Depuis 2021, le capital social n'a connu aucune augmentation.

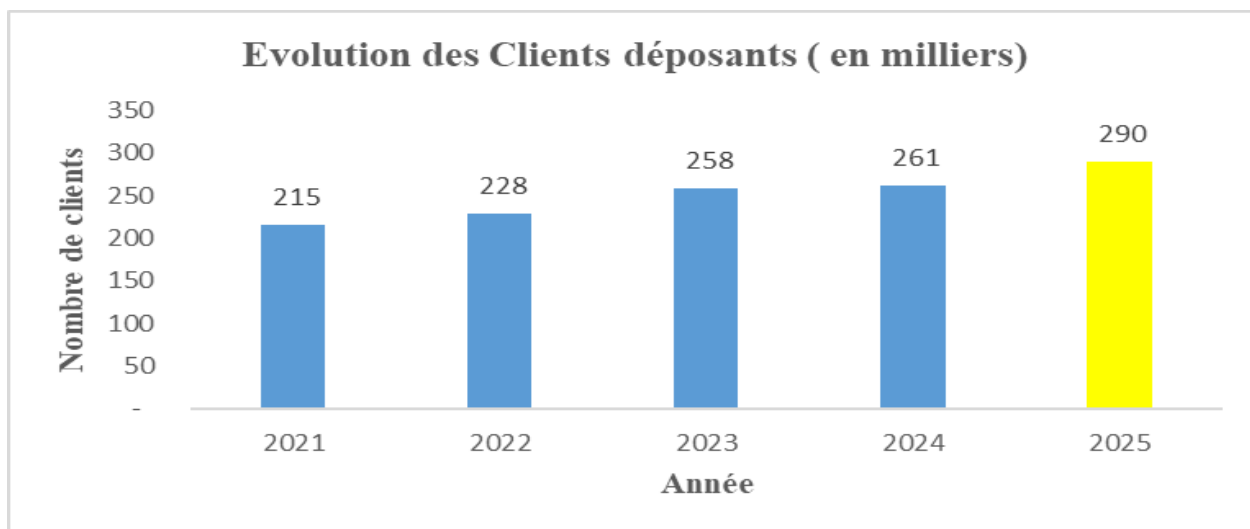
1.14. Evolution du ratio de solvabilité



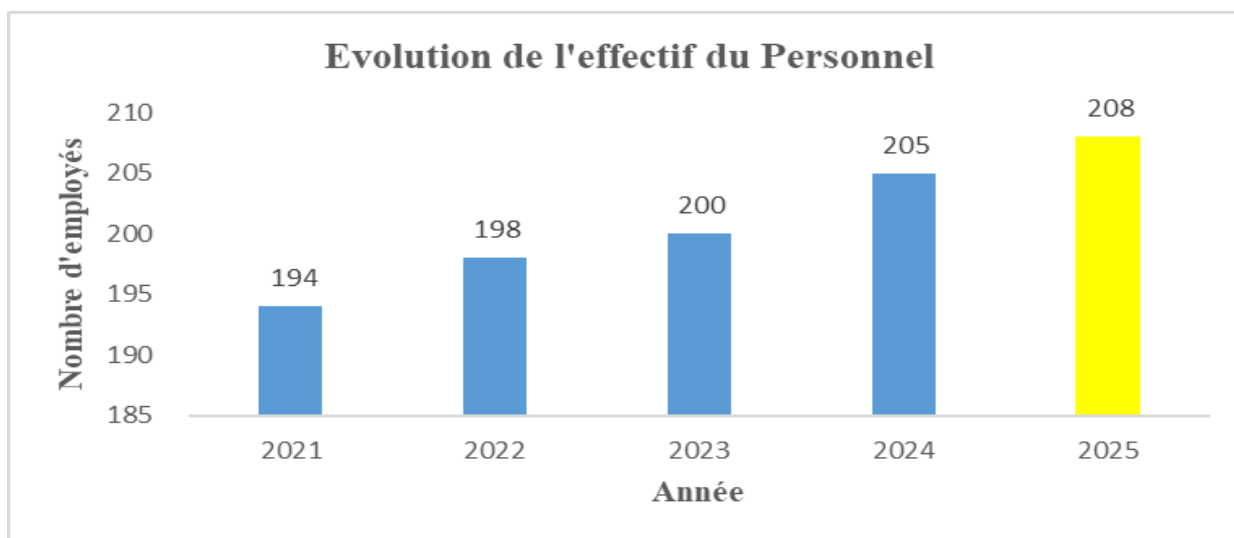
Le ratio de solvabilité a connu une diminution suite à l'augmentation des engagements à savoir des emprunts et des dépôts.

1.15. Evolution des clients déposants

Les clients déposants y compris les membres des ASSOFI, SILC et VSLA sont eu une croissance positive depuis 2020, le taux de croissance annuel moyen étant de 6%.

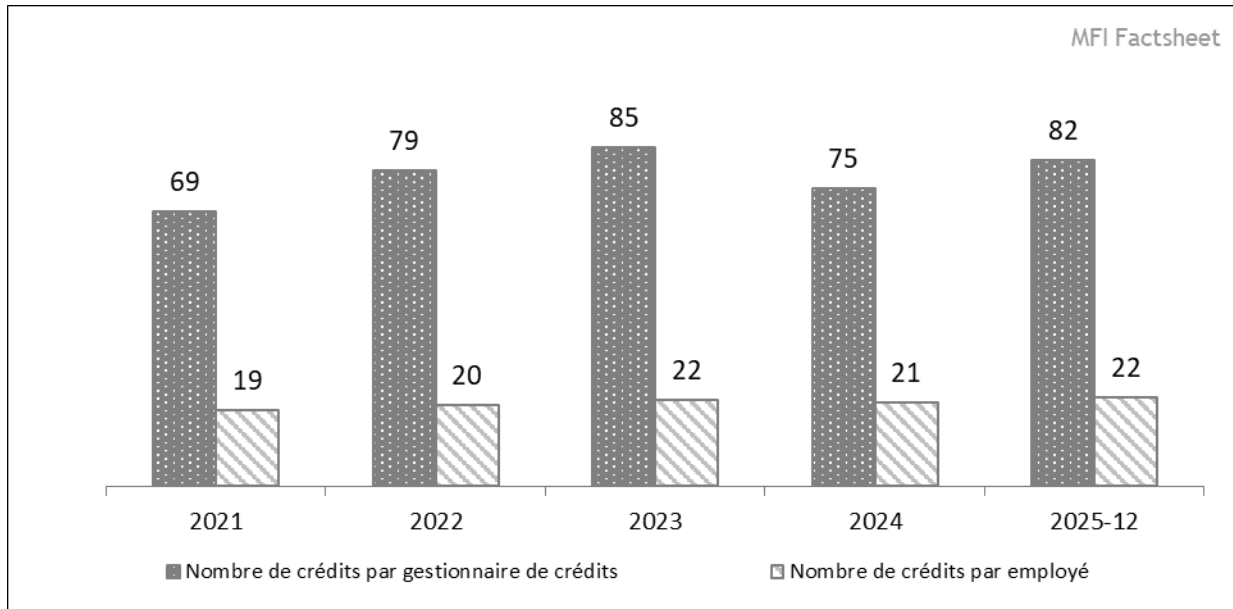


1.16. Evolution de l'effectif du Personnel



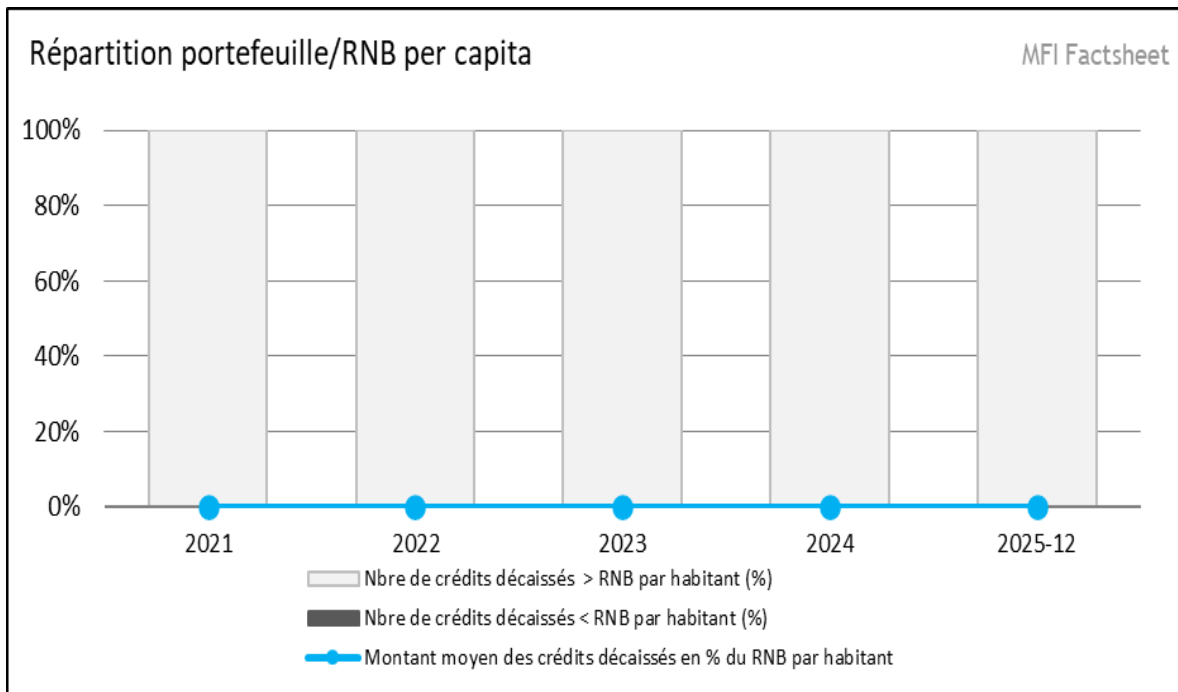
L'effectif du personnel s'est progressivement augmenté chaque année suivant la croissance de l'institution et le volume des activités.

1.17. Evolution de la productivité du Personnel du RIM Plc

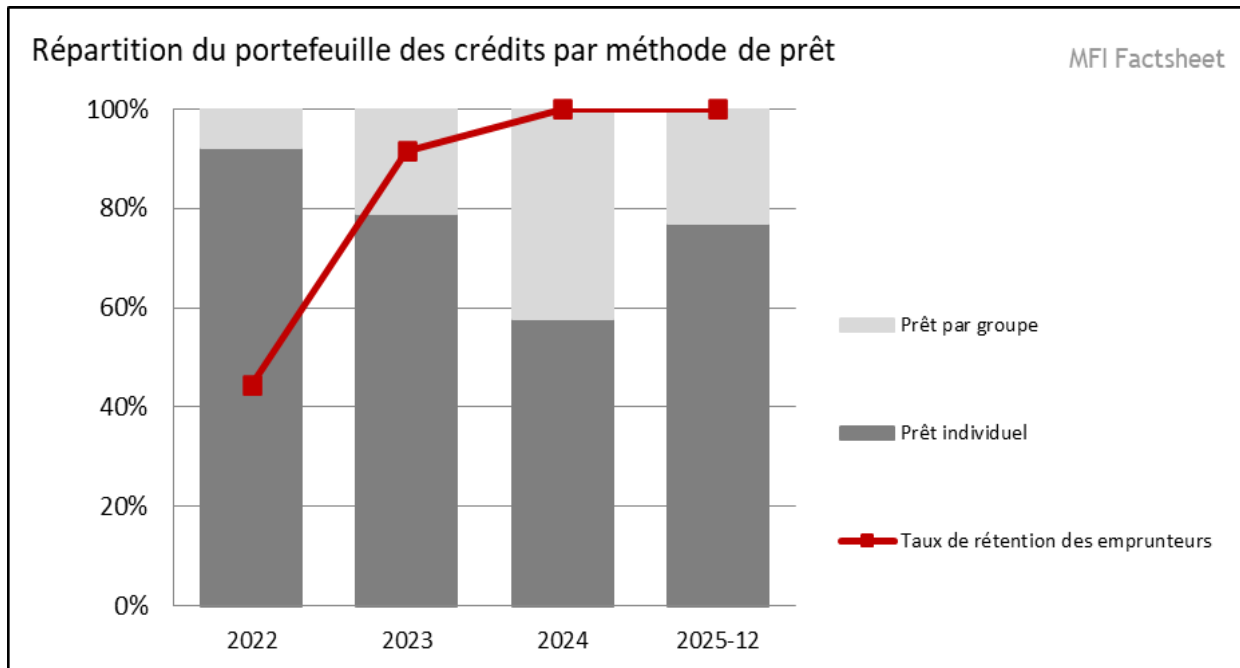
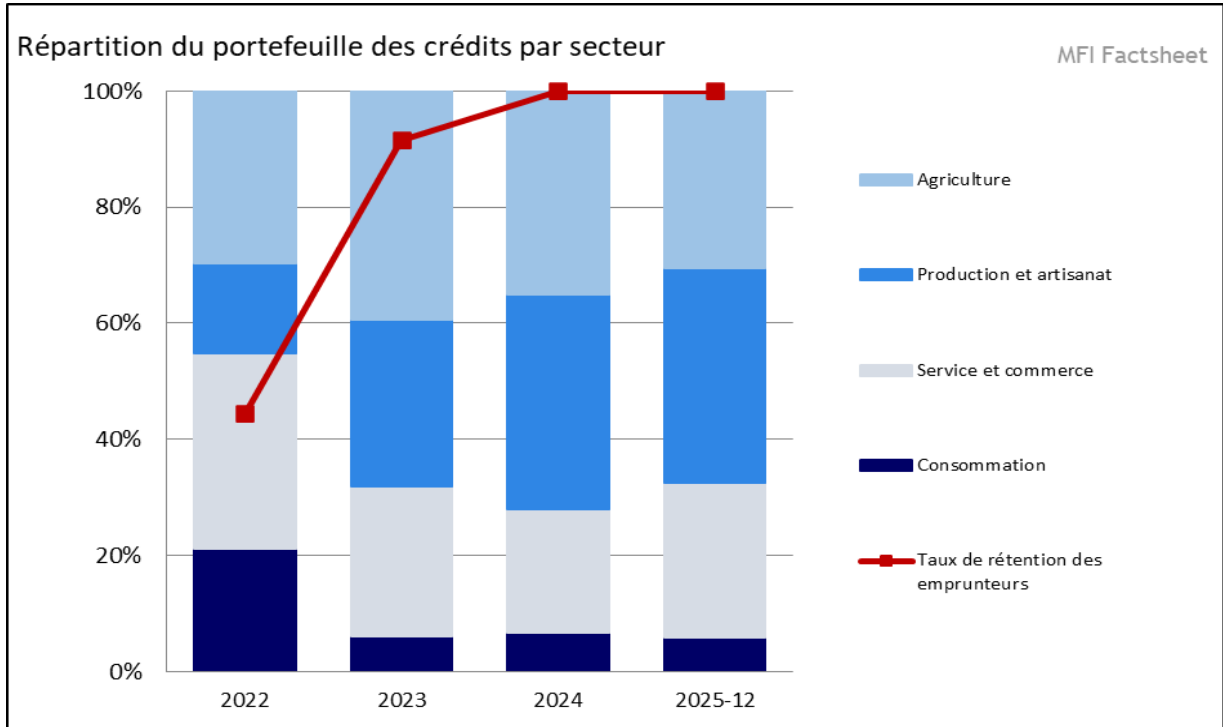


Au 31/12/2025, le nombre de crédits par gestionnaire a augmenté passant de 75 en 2024 à 82 en 2025. Il en est de même du nombre de crédits par employé.

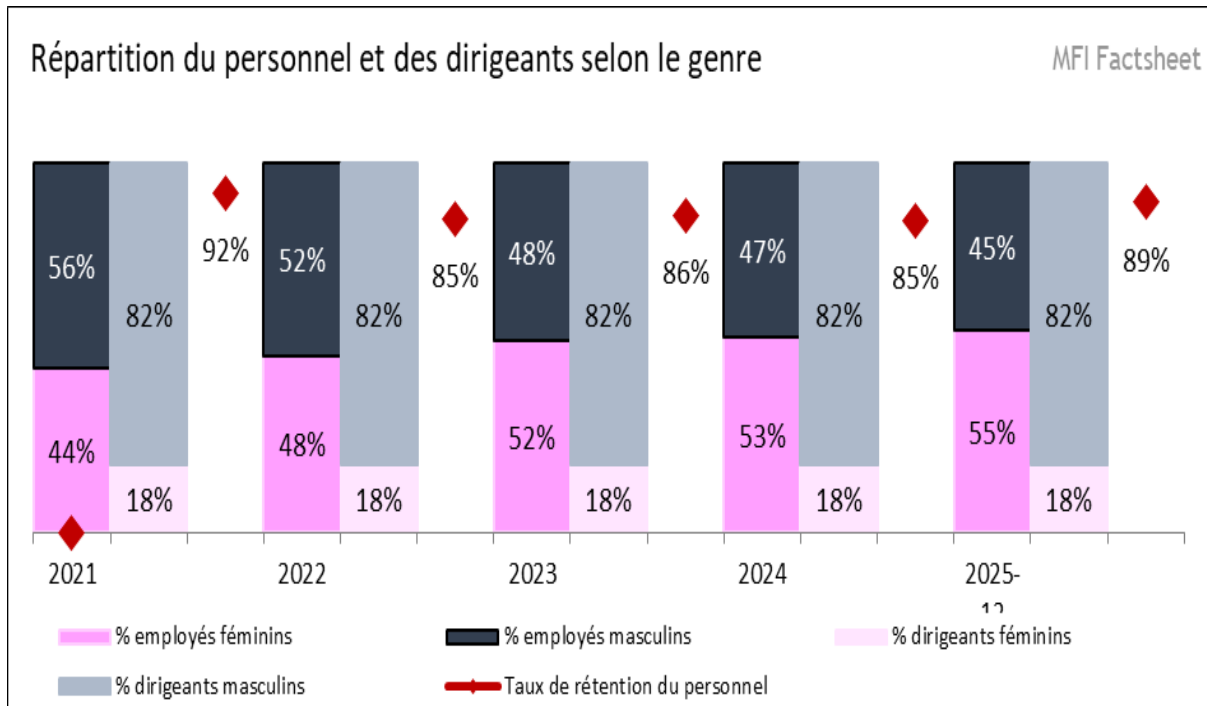
1.18. Stratégie : définition et suivi des objectifs sociaux



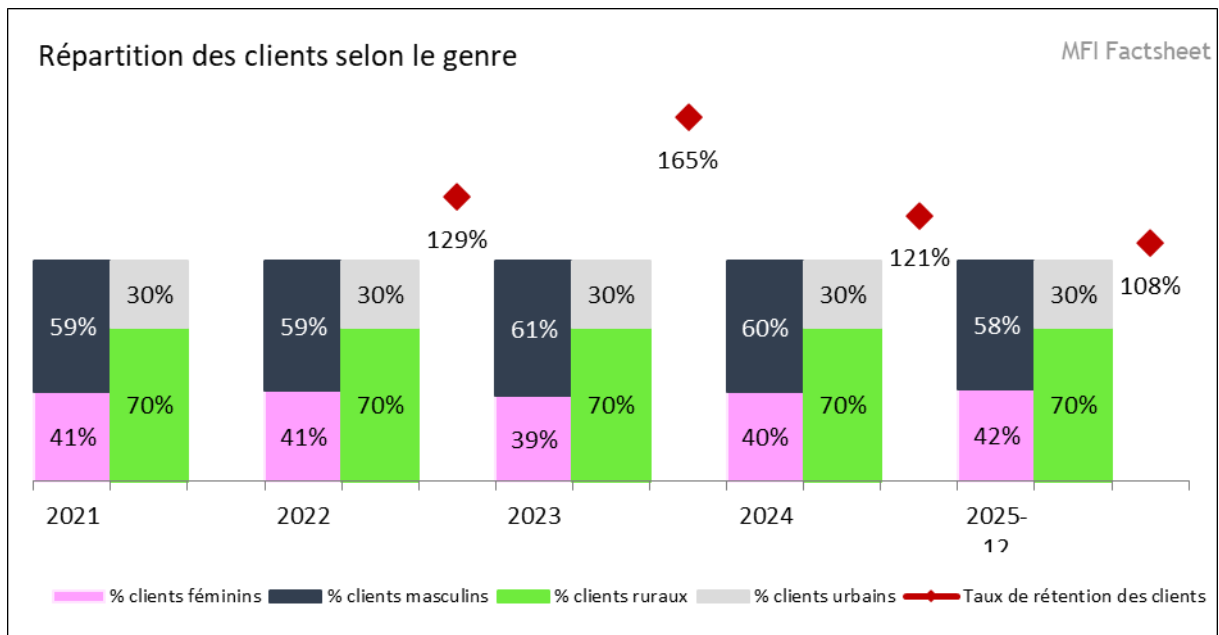
1.19. Produits & Services: conception de produits, services, modèles et canaux de prestations correspondant aux besoins et préférences des clients



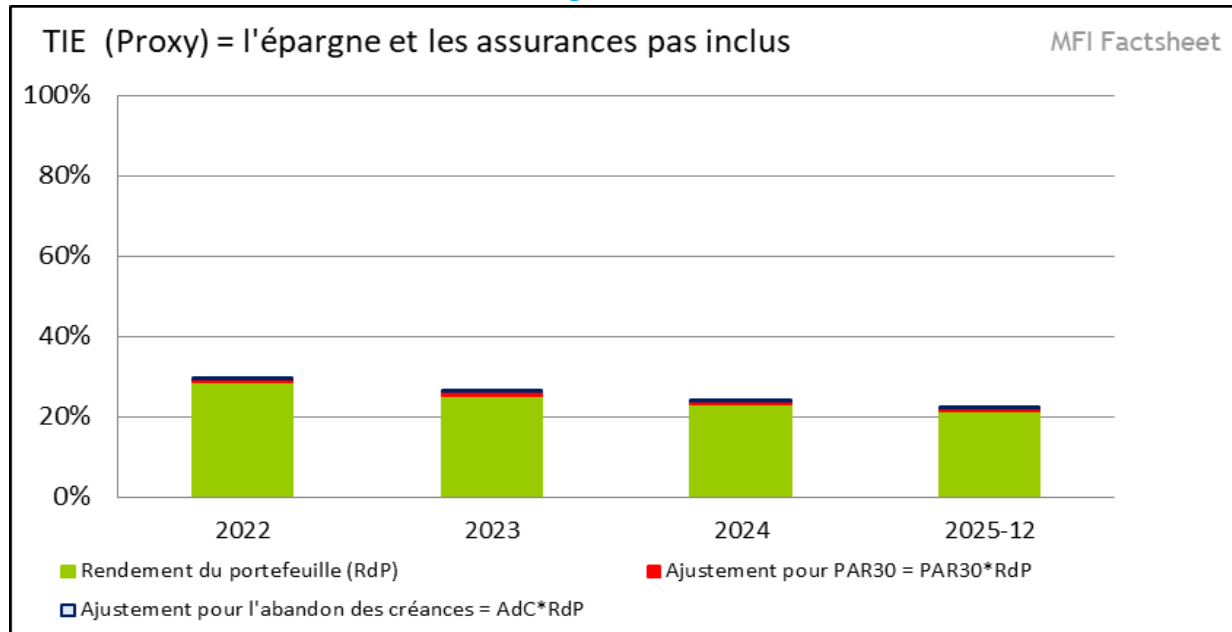
1.20. RS envers les employés: sens de la responsabilité dans la relation avec les employés



1.21. Stratégie: définition et suivi des objectifs sociaux



1.22. Protection des clients: sens de la responsabilité dans la relation avec le client



2. Indicateurs de performance 2021-2025

		Année	Année	Année	Année	Année jsq date aujourd'hui
		2021	2022	2023	2024	2025-12
	Variations par rapport à l'année précédente					
<u>D01</u>	en total de l'actif	14.7%	25.5%	21.4%	35.5%	15.9%
<u>D02</u>	en portefeuille net	16.1%	36.1%	34.0%	25.1%	11.0%
<u>D03</u>	en valeur des emprunts décaissés	59.9%	7.4%	29.2%	98.2%	4.6%
<u>D04</u>	en Fonds Propres	12.9%	12.0%	13.7%	14.0%	7.9%
<u>D05</u>	en total des dépôts	17.4%	20.4%	17.2%	33.7%	18.5%
<u>D06</u>	en total des fonds empruntés	343.0%	251.5%	107.7%	157.0%	0.7%
<u>D07</u>	en produits d'exploitation	22.1%	23.7%	20.4%	18.8%	9.2%
<u>D08</u>	en charges d'exploitation	9.9%	21.5%	9.3%	10.6%	17.7%
<u>D09</u>	en nombre d'effectifs	1.0%	2.1%	1.0%	2.5%	1.5%
<u>D10</u>	en nombre de clients	4.3%	29.4%	65.3%	20.8%	8.4%
<u>D11</u>	Variation monétaire	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
	Qualité du portefeuille					
<u>D12</u>	Portefeuille à risque					
<u>D13</u>	1-30 jours	19.6%	15.4%	17.9%	21.3%	22.2%
<u>D14</u>	31-60 jours	1.1%	1.5%	0.0%	0.0%	0.0%
<u>D15</u>	61-90 jours	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
<u>D16</u>	91-180 jours	0.6%	0.7%	2.6%	1.0%	1.2%
<u>D17</u>	181-365 jours	0.9%	0.5%	1.0%	2.1%	2.0%
<u>D18</u>	+ 365 jours	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
<u>D19</u>	Renégocié (pas d'arriérés en cours)	1.3%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%
<u>D20</u>	Total > 1 jour (PAR1 - rééchelonnement)	22.2%	18.1%	21.5%	24.4%	25.4%
<u>D21</u>	Total > 30 jours (PAR30 - rééchelonnement)	2.5%	2.7%	3.6%	3.1%	3.2%
<u>D22</u>	Total > 30 jours + rééchelonnement (PAR30)	3.9%	2.8%	3.6%	3.1%	3.2%
<u>D23</u>	Protection					
<u>D24</u>	Ratio de provisions pour pertes sur prêts	2.0%	1.7%	2.6%	2.5%	2.1%
<u>D25</u>	Ratio de couverture du risque (du PAR90 + rééchelonnement)	53%	59%	72%	79%	66%
<u>D26</u>	Ratio de dotations aux provisions	0.008776511	0.4%	1.6%	0.4%	0.4%
<u>D27</u>	Abandon de créance					
<u>D28</u>	Taux de pertes sur créances irrécouvrables	0.7%	0.8%	0.3%	0.1%	1%
<u>D29</u>	% du PAR passé en compte de pertes	21.3%	21.8%	6.9%	3.4%	17%

		Année	Année	Année	Année	Année jsq date aujourd'hui
		2021	2022	2023	2024	2025-12
Structure financière						
D30	Capacité productive de l'actif					
D31	Portefeuille brut / Total de l'actif	65%	70%	78%	72%	68%
D32	Actif non-productif / Total de l'actif	37%	31%	24%	30%	33%
D33	Solvabilité					
D34	Adéquation des fonds propres	29%	26%	24%	20%	19%
D35	Ratio d'endettement	2.5	2.9	3.2	4.0	4.3
D36	Fonds de roulement	37%	27%	23%	22%	18%
D37	Composition du passif					
D38	Total des dépôts / Total du passif	91%	83%	79%	74%	74%
D39	Fonds empruntés / Total du passif	3%	7%	12%	22%	19%
D40	Passif a courte terme / Total du passif	97%	93%	88%	78%	81%
D41	Portefeuille de prêts brut / Total des dépôts	100%	112%	130%	121%	113%
D42	Donation en capital / Capital total	24%	21%	19%	13%	2%
Efficacité et productivité						
D43	Rendement du portefeuille brut	29%	29%	25%	23%	22%
D44	Taux de charges d'exploitation	25%	24%	20%	17%	17%
D45	Rotation du portefeuille	96%	81%	77%	119%	106%
D46	Montant moyen des prêts décaissés	342,084	355,009	1,485,423	2,659,713	3,462,012
D47	Coût unitaire d'un prêt	481,221	540,788	548,159	585,690	664,839
D48	Nombre de crédits par gestionnaire de crédits	69	79	85	75	82
D49	Nombre de crédits par employé	19	20	22	21	22
D50	% des gestionnaires de crédit dans l'équipe	28%	26%	26%	28%	27%
Durabilité						
D51	Rendement des fonds propres (RdFP)	12.0%	14.7%	16.5%	21.5%	15.5%
D52	Rendement des fonds propres (RdFP) sans donations	14.3%	17.3%	19.8%	24.3%	14.4%
D53	Rendement des actifs (RdA)	3.4%	3.9%	4.1%	4.7%	3.0%
D54	Rendement des actifs (RdA) sans donations	3.1%	3.6%	3.9%	4.4%	2.6%
D55	Autosuffisance opérationnelle	126.8%	130.3%	133.8%	143.6%	127.2%

		Année	Année	Année	Année	Année jsq date aujourd'hui
		2021	2022	2023	2024	2025-12
Analyse de la profitabilité						
<u>D56</u>	Marge bénéficiaire	15.3%	17.1%	18.1%	22.5%	16.5%
<u>D57</u>	Marge d'intérêt	27.3%	27.1%	23.8%	20.9%	18.3%
<u>D58</u>	Marge d'exploitation	21.2%	23.2%	25.3%	30.4%	21.4%
<u>D59</u>	Marge financière nette	93.4%	94.1%	89.6%	90.2%	86.0%
<u>D60</u>	Ratio des coûts	77.3%	75.3%	71.8%	66.4%	75.1%
<u>D61</u>	Coût des ressources					
<u>D62</u>	Coût de dépôts	1.3%	1.4%	1.3%	1.6%	2.7%
<u>D63</u>	Coût de fonds empruntés	2.3%	3.2%	4.4%	5.4%	4.0%
<u>D64</u>	Ratio de charges financières	1.4%	1.6%	1.5%	2.4%	3.3%
Indicateurs Sociaux - stratégie: definition et suivi des objectifs sociaux						
<u>D65</u>	Nbre de crédits décaissé > RNB (%)	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
<u>D66</u>	Nbre de crédits décaissé < RNB (%)	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
<u>D67</u>	Montant moyen de crédit accordé en % du RNB	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Indicateurs Sociaux - produits et services						
<u>D68</u>	Taux de rétention des emprunteurs	43.9%	44.4%	91.6%	100.0%	100.0%
<u>D69</u>	Répartition par secteur					
<u>D70</u>	consommation	23%	21%	6%	7%	6%
<u>D71</u>	service et commerce	31%	34%	26%	21%	27%
<u>D72</u>	production et artisanat	16%	15%	29%	37%	37%
<u>D73</u>	agriculture	30%	30%	39%	35%	31%
<u>D74</u>	Répartition par méthode de prêt					
<u>D75</u>	prêt individuel	92%	92%	79%	58%	77%
<u>D76</u>	prêt par groupe	8%	8%	21%	42%	23%

		Année	Année	Année	Année	Année jsq date aujourd'hui
		2021	2022	2023	2024	2025-12
Indicateurs Sociaux - sens de la responsabilité dans la relation avec le client						
<u>D77</u>	TIE (Proxy)	30.1%	29.6%	26.3%	24.0%	22.4%
<u>D78</u>	rendement du portefeuille	28.7%	28.6%	25.3%	23.2%	21.5%
<u>D79</u>	ajustment pour PAR90	1.1%	0.8%	0.9%	0.7%	0.7%
<u>D80</u>	ajustment pour abandon de créances	0.2%	0.2%	0.1%	0.0%	0.1%
<u>D81</u>	Taux de rétention des clients	104.3%	129.4%	165.3%	120.8%	108.4%
<u>D82</u>	Profil des clients selon le genre					
<u>D83</u>	clients féminins	40.9%	41.1%	39.0%	40.4%	42.3%
<u>D84</u>	clients masculins	59.1%	58.9%	61.0%	59.6%	57.7%
<u>D85</u>	Profil des clients selon rural/urbain					
<u>D86</u>	clients ruraux	70.0%	70.0%	70.0%	70.0%	70.0%
<u>D87</u>	clients urbains	30.0%	30.0%	30.0%	30.0%	30.0%
Indicateurs Sociaux - SR dans la relation avec les employés						
<u>D88</u>	Taux de rétention du personnel	92.0%	84.8%	86.0%	84.6%	89.3%
<u>D89</u>	Taux de rotation du personnel	8.0%	15.2%	14.0%	15.4%	10.7%
<u>D90</u>	Profil des employés selon sexe					
<u>D91</u>	employés féminins	44.3%	48.0%	52.0%	52.7%	54.8%
<u>D92</u>	employés masculins	55.7%	52.0%	48.0%	47.3%	45.2%
<u>D93</u>	Profil des dirigeants selon sexe					
<u>D94</u>	dirigeants féminins	18.2%	18.2%	18.2%	18.2%	18.2%
<u>D95</u>	dirigeants masculins	81.8%	81.8%	81.8%	81.8%	81.8%

3. Indicateurs de performances et Normes prudentielles

		Indicateurs		Observation
		31/12/2025	31/12/2024	
Qualité du portefeuille				
Ratio du portefeuille à risque	Encours de crédit ayant une échéance impayée depuis au moins 90 jrs/ Encours brut de crédit	3.2%	3%	Le taux recommandé par la BNR est de 5%
Ratio de couverture de risque	Provisions pour créances douteuses/ Crédits en souffrance	66%	79%	Les crédits en souffrance sont couverts à 66%
Ratio d'abandon de créance	Montant des abandon de créances/ Encours brut de crédit moyen	0.7%	0.1%	Le taux recommandé est d'au plus 2%
Efficacité et productivité				
Ratio des charges d'exploitation	Charges d'exploitation/ Encours brut de crédit moyen	24%	27%	Pour 100frw de crédit en cours, nous dépensons 24 frw des charges (exclues les dotations aux amortissements)
Rendement du portefeuille	Intérêts, frais et commissions perçus sur le portefeuille de crédit/ Encours brut de crédit moyen	23%	23%	100frw de crédits en cours génèrent les produits en intérêts et commissions de 23 frw
Nombre d'emprunteur par agent de crédit	Nombre d'emprunteur Actifs/ Nombre d'agents Commerciaux	278	266	L'agent commercial gère en moyenne 278 clients
Solde moyen de prêt	Encours brut de crédit/ Nombre de crédits en cours	3,988,383	3,897,446	L'encours moyen de prêt est de 3,988,383 Frw
Gestion bilantielle				
Ratio de portefeuille/Actifs	Encours brut de crédit/ Actifs	68%	72%	Ce taux doit être supérieur à 75%
Ratio de l'actif non productif/Actifs	Actif non productif/Actifs	6%	4%	Ce taux ne doit pas dépasser 10%
Levier financier	Dettes/ Fonds propres net	4	4	
Ratio de placement à la BK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	7%	5%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la BPR	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	31%	33%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à l'EQUITY BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	9%	4%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à l'UNGUKA BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	26%	29%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à l'I&M BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	2%	3%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la GT BANK	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	0%	0%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à l' AB BANK RWANDA	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	35%	34%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la BNR	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	3%	3%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la MTN-MOMO	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	3%	4%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de placement à la RNIT ITERAMBERE FUND	Total Placement/Capital de base (Fonds Propres)	14%	0%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio des emprunts	Total Emprunts/Actif Total	15%	18%	Ce taux ne doit pas dépasser 25%
Ratio de liquidité	Actif à court terme/ Passif à court terme	63%	62%	Le taux recommandé est de 20%
Ratio des immobilisations	Immobilisations/ Fonds propres nets	33%	22%	Ce taux ne doit pas dépasser 75%
Taux de transformation	Encours brut de crédit/ Encours dépôts	113%	121%	Ce taux ne doit pas dépasser 80%
Ratio des engagements	Encours brut de crédit/ Total Ressources	68%	72%	Ce taux ne doit pas dépasser 80%
Rentabilité et pérennité				
Autosuffisance opérationnelle	Produits/charges d'exploitation	124%	128%	Ce taux doit être supérieur à 100%
Rendement des actifs	Résultat net d'exploitation/ Montant moyen des actifs	4%	6%	Les actifs génèrent un rendement de 4%
Rendement des fonds propres	Résultat net d'exploitation/ Montant moyen des fonds propres net	20%	26%	Les fonds propres nets génèrent un rendement de 20%
Ratio de solvabilité	Fonds propres nets/ Actif	19%	20%	Le taux recommandé est de 12.5%

4. Rapport sur la gouvernance de la société

Le Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) Plc s'engage à respecter les meilleurs principes de gouvernance d'entreprise dans la gestion des opérations d'une société. La banque s'efforce d'assurer le respect de toutes les règles et lois du pays dans la conduite de ses affaires. La banque est administrée dans le but de gagner la crédibilité, de maximiser la valeur pour les actionnaires et de répondre aux attentes des autres parties prenantes. La prise de décision et les pouvoirs sont exercés avec intégrité, responsabilité et transparence.

4.1. Le conseil d'administration

Les administrateurs qui ont siégé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont présentés sur cette page.

Bien que la responsabilité globale de suivi et de contrôle de la performance opérationnelle et financière de RIM Plc incombe au Conseil d'Administration, la gestion quotidienne de la société a été déléguée au Directeur Général.

Réunions du conseil d'administration et participation

Au cours de l'année 2025, six réunions ont été tenues par le Conseil d'administration et la participation est indiquée ci-dessous :

Noms	Rôle	Nombre de présence en réunion
KAGIMBURA Oscar	Président	6
UWASE Béatrice	Vice-Président, Indépendante	6
NDATSINZE Félix	Secrétaire, Indépendant	4
SAFARI Laurent	Membre	5
GAKUBA UWACU Yvonne	Membre, Indépendante	4
NDAGIJIMANA Jean	Membre	6
TWIZERUMUREMYI Donatien	Membre	6
TURIKUMANA Hesron	Membre, Indépendant	5
MURAYIRE Médiatrice	Membre, Indépendante	3

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par le Président du conseil.

4.2. Comités du Conseil d'administration

Le Conseil a mis en place divers comités pour l'aider à s'acquitter de son rôle de surveillance des principales activités de RIM Plc. Le conseil examine les rapports et les procès-verbaux des comités et est responsable de leurs décisions et de leurs fonctions.

4.2.1. Comité d'audit

Le comité d'audit du conseil d'Administration se compose du président, et de deux membres. Son principal objectif est :

- D'aider le conseil à fournir un examen indépendant de l'efficacité du processus de présentation de l'information financière.
- Il aide à maintenir un système de contrôle interne solide et robuste de la microfinance. Il examine et approuve le plan d'audit annuel préparé par l'auditeur interne et supervise son exécution.
- Il recommande la nomination, le renouvellement et la révocation des auditeurs externes et évalue leur indépendance.
- Il garantit l'efficacité et la qualité des services d'audit externe. Il veille à ce que l'auditeur externe reçoive l'assistance voulue de la direction et du personnel pour améliorer la qualité du rapport d'audit.

Le comité d'audit du conseil se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par le Président du Comité. En 2025, les membres du comité d'audit du conseil ont tenu trois (3) réunions et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

Noms	Rôle	Nombres de présence en réunion
NDATSINZE Félix	Président	3
TWIZEYUMUREMYI Donatien	Membre	3
TULIKUMANA Hesron	Membre	3
UWASE Béatrice	Membre	3

4.2.2. Comité de crédits

Le comité de crédits du conseil se compose du Président et de trois membres. Son objectif principal est d'examiner et de superviser la politique globale de prêt de la microfinance. Il identifie les risques de crédit pour minimiser les risques de créances

douteuses, Il assiste le conseil dans l'exercice de ses fonctions d'examen de la qualité du portefeuille de prêts ; provisionnement adéquat pour les créances douteuses conformément à la politique de provisionnement approuvée par le conseil, aux normes comptables et aux directives de la Banque Centrale. Il approuve les prêts au-dessus d'un certain seuil en fonction de la politique de prêt approuvée par le conseil.

Le comité de crédits du conseil se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par un administrateur non exécutif.

En 2025, le comité de crédit s'est réuni vingt (20) fois et la présence est comme suit :

Noms	Rôle	Nombres de présence en réunion
NDAGIJIMANA Jean	Président	20
UWACU GAKUBA Yvonne	Membre	15
UWASE Béatrice	Membre	16
SAFARI Laurent	Membre	19

4.2.3. Comité de gestion administrative et des ressources humaines

Le comité de gestion administrative et des ressources humaines est composé du président, et de trois autres membres. Son objectif principal est de faire en sorte que la microfinance dispose de bonnes ressources humaines, aux bons postes avec les bonnes ressources pour piloter les activités de la microfinance avec plus de motivation. De plus, le comité supervise les politiques, les pratiques et le recrutement en matière de rémunération ainsi que la nomination et la rémunération des membres du conseil.

Le comité de gestion administrative et des ressources humaines du Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre et est présidé par le président du comité.

En 2025, les membres du comité de gestion administrative et des ressources humaines du Conseil d'Administration ont tenu quatre (4) réunions ordinaires et deux (2) extraordinaires et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

Noms	Rôle	Nombres de présence en réunion
SAFARI Laurent	Président	6
NDAGIJIMANA Jean	Membre	4
TWIZEYUMUREMYI Donatien	Membre	6
MURAYIRE Médiatrice	Membre	5

4.2.4. Comité de gestion des risques et Conformité

Le comité des risques du conseil est composé du président et de trois autres membres. Le but du Comité des risques est d'évaluer les différents risques de l'institution, leur impact, leur gravité et leur probabilité de survenance et de mettre en place des stratégies d'atténuation des risques.

En 2025, les membres du Comité des risques du Conseil d'administration ont tenu cinq (5) réunions et la participation aux réunions est indiquée ci-dessous :

Noms	Rôle	Nombres de présence en réunion
UWACU GAKUBA Yvonne	Président	5
NDATSINZE Félix	Membre	5
TULIKUMANA Hesron	Membre	5
MURAYIRE Médiatrice	Membre	5

5. Contribution du RIM à la réduction de la pauvreté et à la construction du pays

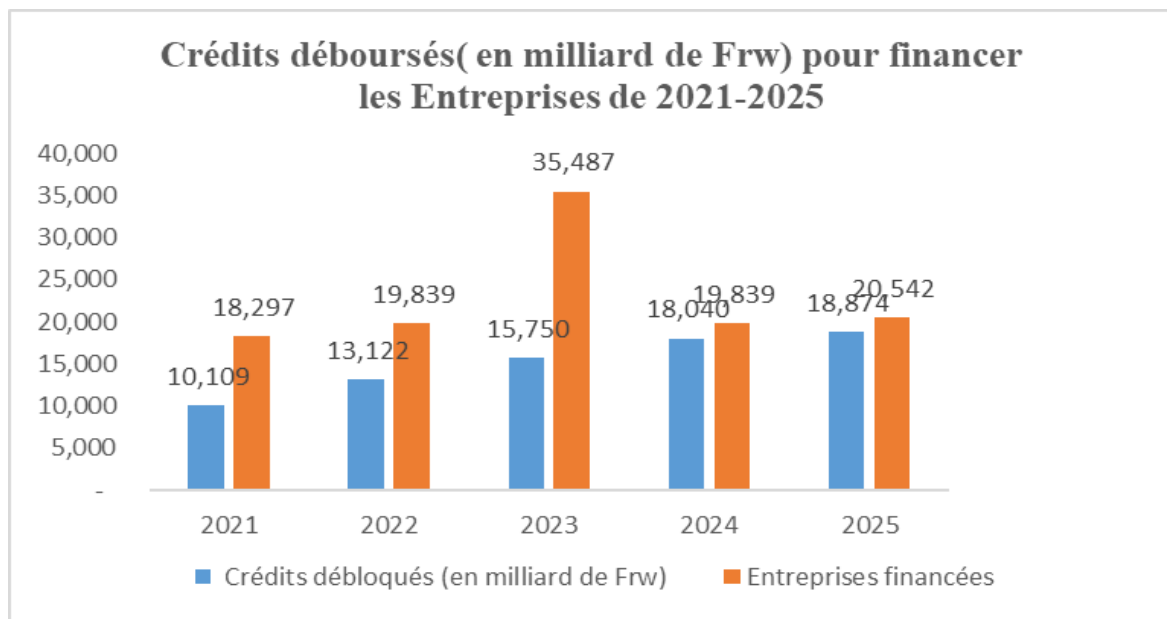
5.1. Formation et Education financière

A part les services d'épargne et crédits offert aux clients, un autre service que RIM Plc a mis à la disposition de ses clients est l'éducation financière. Celle-ci consiste à des séances d'information, de sensibilisation et de formation aux services financiers et à la bonne gestion des activités génératrices de revenu à tous les membres des associations de solidarité financière : ASSOFI (Association de solidarité financière) qui, après la formation reçoivent des financements en crédit basés sur les projets présentés où la garantie est la caution solidaire entre les membres du groupe.



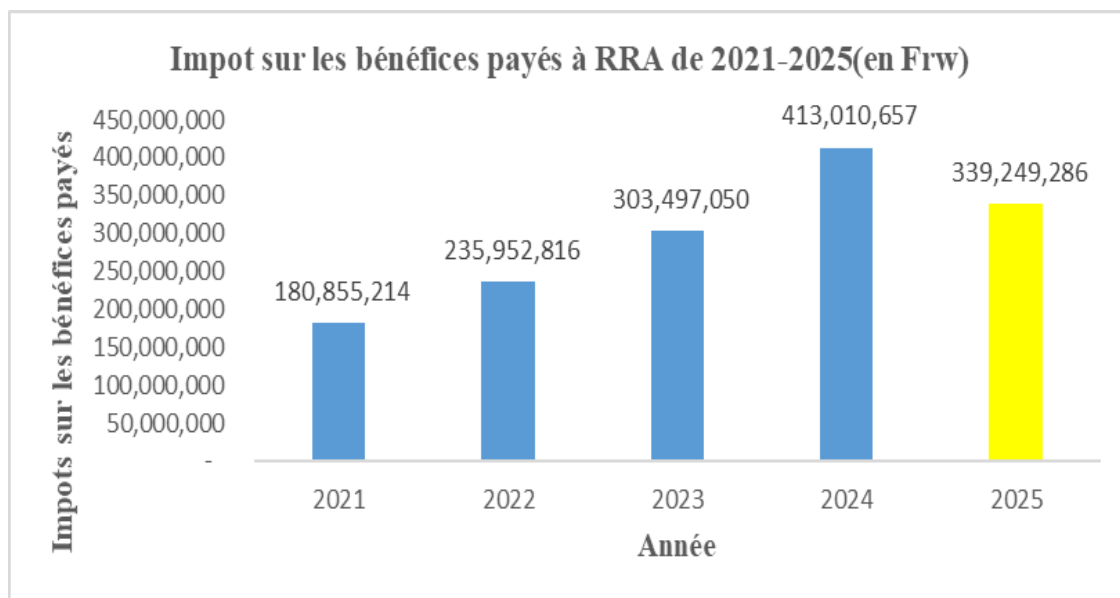
5.2. Financement des projets de différents entrepreneurs

RIM Plc contribue au développement du pays par le financement en crédits des entreprises en vue de créer les emplois. Le graphique ci-après montre le volume des crédits débloqués et le nombre d'entreprises financées de 2021-2025.



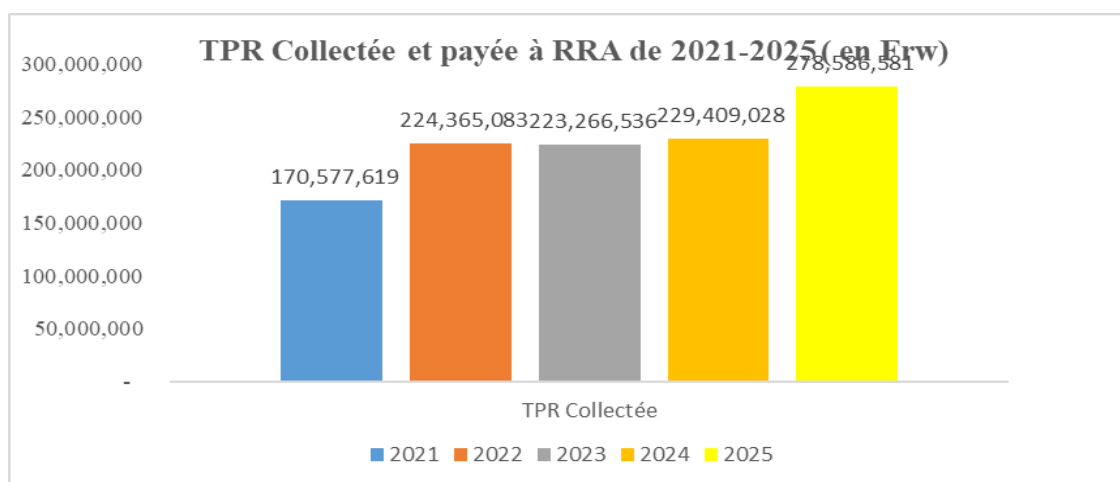
5.3. Contribution au développement du pays par le paiement d'impôts sur les bénéfices

Durant sa croissance, RIM Plc a contribué au développement du pays par le paiement d'impôts sur les bénéfices chaque fois qu'il a réalisé des bénéfices. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de l'impôt sur les bénéfices payés de 2021 à 2025.



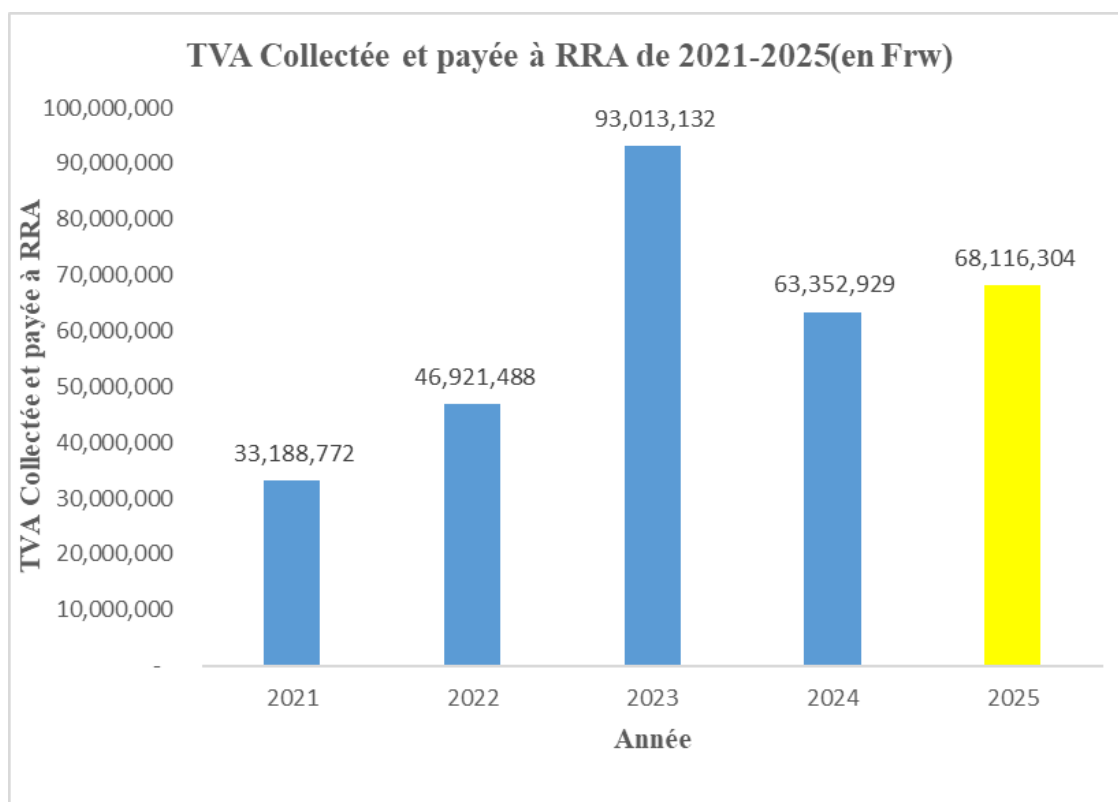
5.4. Contribution au développement du pays à travers la collecte de la Taxe Professionnelle sur rémunération des employés.

Il s'agit de la taxe professionnelle collectée sur la rémunération des employés. Cette taxe est collectée et payée chaque mois lors du paiement des salaires mensuels. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la TPR collectée payée de 2021 à 2025.



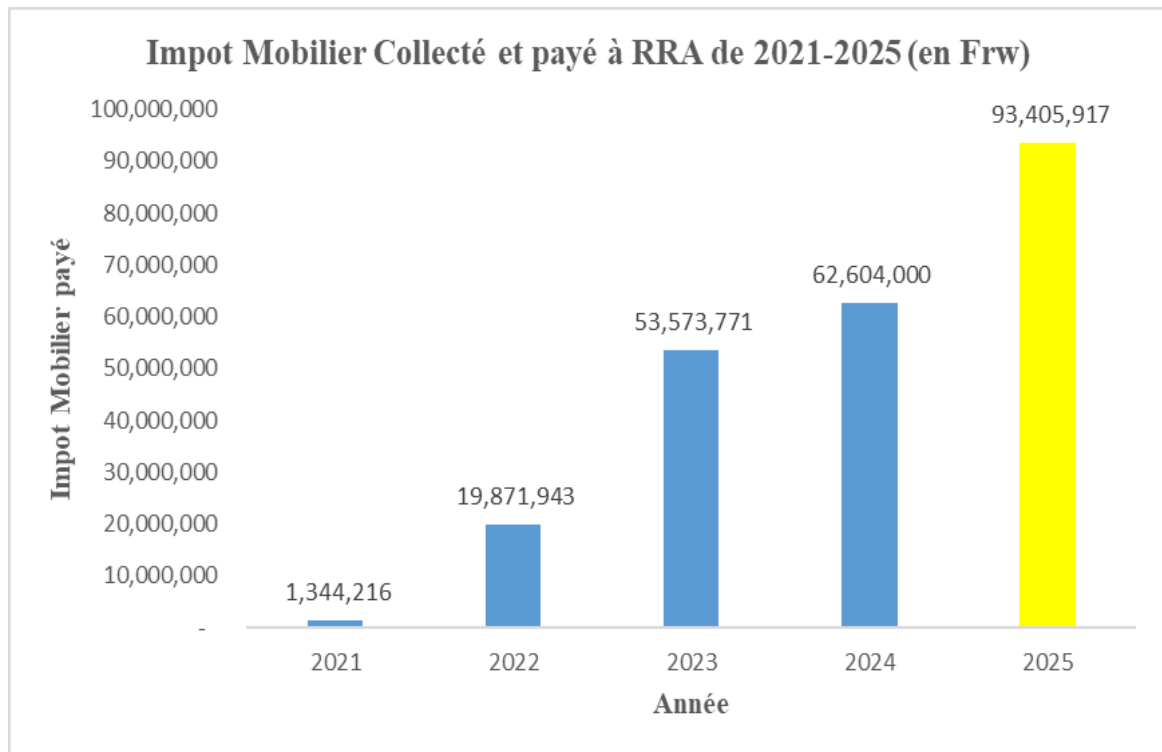
5.5. Contribution au développement du pays à travers la collecte de la Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est perçue sur les commissions et les frais de dossiers des crédits payés par les clients qui ont reçu ce service de crédits. Cette taxe est collectée et payée chaque mois lors du déboursement des crédits. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la TVA collectée payée de 2021 à 2025.

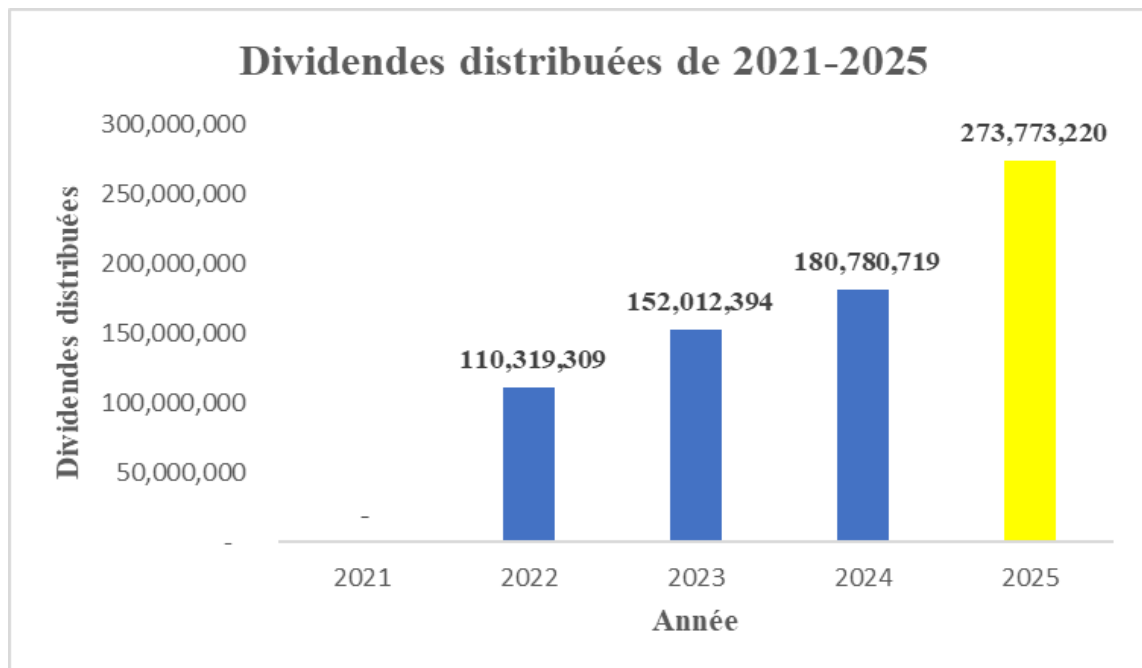


5.6. Contribution au développement du pays à travers la collecte de l'impôt mobilier

L'impôt mobilier est perçu sur les intérêts payés aux clients qui ont ouvert des comptes de dépôts à terme. Cet impôt est collecté et payé chaque mois lors du paiement des intérêts. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de l'impôt mobilier collecté et payée de 2021 à 2025.



5.7. Dividendes distribués aux actionnaires



Les dividendes distribués ont connu une évolution positive depuis 2022 où les actionnaires ont décidé d'octroyer les dividendes. Ceci est la conséquence de l'augmentation du résultat de l'exercice depuis 2021.

6. Présentation du Président du Conseil d'Administration



Excellences,

Mesdames,

Messieurs,

C'est un honneur de présenter le rapport d'activités du Conseil d'Administration en marge du rapport annuel 2025 du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM Plc).

Dans le cadre de ses responsabilités, le Conseil d'Administration a tenu quatre réunions ordinaires, une réunion extraordinaire et plusieurs réunions techniques ordinaires et extraordinaires au cours de l'année 2025 en respect des règlements et directives mis en place et dans sa charge de surveillance et de supervision des travaux de la Direction Générale.

Les efforts se sont focalisés particulièrement sur les principaux points suivants :

1. Suivi de l'organisation du service Informatique et communication
2. Suivi des problèmes de motivation et de rétention du personnel
3. Suivi de la performance en rapport avec le plan opérationnel 2025

6.1. Suivi de l'organisation du Service informatique et communication

Les derniers rapports d'audits et de la gestion des risques ayant pointé le service informatique et communication comme service à très haut risque du fait que le nouveau logiciel était encore en construction et que le personnel y afférant était nouveau à plus de 90%, le Conseil d'Administration s'est fixé l'objectif de suivre particulièrement sa réorganisation et surtout la finition des travaux en construction.

Cependant, même si le logiciel est en exploitation et couvre la quasi-totalité des exigences transactionnelles et réglementaires sa restitution reste en cours. Mais, le Conseil d'Administration reste déterminé à suivre minutieusement l'exécution

complète de cette œuvre salubre pour la croissance et la compétitivité de notre Institution.

Parallèlement aux travaux de développement du nouveau logiciel, le Conseil a suivi aussi la partie infrastructure et réseau du service et est heureux de constater que l'Institution s'est équipée en infrastructures essentielles pour contenir les informations dans un domaine sécurisé spécifiquement par une sauvegarde à distance des données en temps quasi instantanée.

Toutefois, vu que le secteur informatique est en train d'évoluer très vite dans tous les domaines de la vie humaine, le Conseil d'Administration reste prêt à déployer tous les efforts pour appuyer la Direction Générale dans l'acquisition des ressources permettant d'investir davantage dans les applications favorisant des services financiers modernes ainsi que dans les infrastructures adéquates en matière de sécurité des affaires.

6.2. Suivi des problèmes de motivation et de rétention du personnel

Le Conseil d'Administration, à travers son comité de gestion des ressources humaines a régulièrement déploré le niveau de rotation annuelle du personnel depuis quelques années, qui est estimé à 11% au minimum alors que le budget réservé à la formation et à la motivation du personnel est toujours assuré.

Dans le but de prévenir cette situation de manière durable, le Conseil d'Administration a recommandé différentes actions à la Direction Générale allant de l'étude comparative de la grille salariale auprès des institutions similaires et la proposition de dialogue direct du Directeur Général avec le personnel dans les Agences respectives à une révision complète de la structure des salaires et primes diverses mises en place.

C'est dans ce cadres qu'il a été organisé des enquêtes de satisfaction des employés suivi d'une analyse minutieuse des résultats ainsi qu'une séance d'appréciation des fiches d'évaluation des performances annuelles suivant les contrats de performance convenus.

Le comité de gestion des ressources humaines a participé à diverses séances de recrutement des cadres pour s'assurer aussi de la maturité du personnel recruté. En définitive, le Conseil d'Administration reste préoccupé par la stabilité des ressources

humaines et envisage continuer ses recherches pour aboutir à l'acquisition d'un personnel stable et compétent car il estime qu'il constitue un des facteurs de croissance et de réputation de l'institution.

Parallèlement à la préoccupation susmentionnée, le Conseil d'Administration s'est attelé à l'adoption des politiques et procédures dans le cadre de se conformer aux exigences réglementaires en matière de gouvernance. Notamment, il a adopté la politique de conformité, la politique de tenue vestimentaire au service et la politique de dénonciation.

La politique de gestion de carrière commandée pour raison de stabilisation des ressources humaines évoquée plus haut n'a pas pu se terminer au cours de l'année. Elle fera partie de suivi au cours de l'année 2026.

Le Conseil a aussi adopté la structure organique du Département de gestion des risques et conformité nouvellement incorporé dans l'organigramme de l'Institution ainsi que les termes de références pour le recrutement du personnel essentiel au démarrage de ses activités.

6.3. Suivi de la performance financière en rapport avec le plan opérationnel 2025

Le plan opérationnel adopté en Décembre 2024 pour l'exercice 2025 était ambitieux à la dimension des résultats observés au cours de l'exercice 2024 et prévoyait une croissance globale de 30%. Mais, la croissance projetée n'a pas été réalisée comme voulu.

En effet, l'environnement des affaires a été perturbé tout au début de l'année 2025 en grande partie suite à la crise socio-politique dans la région et à la suspension des activités de l'Agence américaine de développement (USAID) et de la coopération belge à travers ENABEL qui finançaient un grand nombre de projets dans le pays.

Cette suspension des activités a provoqué la frustration des opérateurs qui bénéficiaient indirectement des services de RIM Plc et fournissaient, à leur tour, des biens et services permettant de recourir aux crédits bancaires.

En plus de cette situation, les Banques commerciales, vu la réduction de l'espace d'affaires, ont versé sur le secteur initialement relevant de l'apanage des Institutions

de Microfinances accaparant ainsi une part importante du marché car elles offraient des avantages différentiels.

Devant cette situation, le Conseil d'Administration, en plus des recommandations données à la Direction Générale sur la transformation par la digitalisation évoquée plus haut et la mobilisation de la clientèle privilégiée de l'Eglise catholique, a adopté la réduction des tarifs pour casser l'érosion de transfert des activités observée au premier semestre 2025.

La stagnation connue au cours du premier semestre 2025 a connu un regain de croissance au 2^{ème} semestre 2025 et les indicateurs de performance ont pu être réalisés entre 80 et 89% des prévisions à l'exception du résultat de l'exercice atteint à 55% seulement.

Pourtant, les actifs de l'Institution ont connu une augmentation de 16% par rapport à la situation du 31/12/2024 passant de FRW 23.596.961.295 à FRW 27.282.282.698. Par rapport au plan d'affaires 2024-2026, l'augmentation est de 19% par rapport aux projections et reste dans les normes.

Cette situation provient essentiellement de l'augmentation de l'encours de crédits qui a augmenté de 18% passant de FRW 16 milliards à 18 milliards du 31/12/2024 au 31/12/2025, des immobilisations passées de 1,02 milliards à 1,69 milliards du 31/12/2024 au 31/12/2025 et des bénéfices avant impôts réalisés à Frw 1,100 milliards.

Tous les indicateurs prudentiels sont positifs tout au long de l'année 2025 à l'exception du taux de transformation des dépôts en crédits resté dans la proportion de 1,2 au lieu de 0,8 règlementaire. Cet indicateur fait défaut depuis plusieurs années en raison de la structure du réseau de RIM Plc situé, en grande partie, en milieu quasi rurale ou les maigres dépôts des coins exploités sont partagés avec les SACCO. Ceci a un impact sur le volume de liquidité requise vis à vis de la croissance de l'Institution.

Pour remédier à cette situation, il a été régulièrement rappelé à la Direction Générale de travailler de concert avec les délégués du Conseil d'Administration auprès des Agences dans la mobilisation des clients proches de l'Eglise catholique et de ses partenaires.

Il faudra aussi travailler davantage sur le mode d'exploitation en introduisant les nouveaux services, tels que le service d'agent bancaire, l'internet banking, etc., pour améliorer la qualité, l'efficacité, la rapidité et la proximité.

C'est dans ce sens que la mise en œuvre d'un logiciel bancaire susceptible d'accepter l'exécution des services digitaux existants et à venir est dans les priorités du Conseil d'Administration et de la Direction Générale.

En conclusion, il convient de rappeler que RIM Plc dispose des potentialités de croissance plus grande malgré les menaces apparentes du changement climatique pour une institution dont environ 40% des produits reposent sur l'exploitation agricole. Aussi, les menaces sont liées aux problèmes sécuritaires et géopolitiques actuels qui éventuellement peuvent affecter le commerce mondial avec impact certain sur l'environnement des affaires locales.

Dans ce contexte, la priorité du Conseil d'Administration reste d'intégrer la technologie dans la prestation de services afin d'améliorer l'efficacité et la performance, et nous allons continuer à promouvoir la protection de l'environnement et la responsabilité sociale afin de poursuivre l'innovation, la durabilité des affaires et les stratégies de croissance.

Merci.

Abbé KAGIMBURA Oscar

Président du Conseil d'Administration



7. Présentation du Directeur Général



Excellences,

Mesdames,

Messieurs,

Au nom de la Direction Générale, je voudrais commenter sommairement le rapport annuel 2025 dont les détails sont contenus dans les chapitres qui suivent.

Trois piliers constituent l'ossature de la présentation :

- Les actions commerciales au cours de l'exercice
- La Gouvernance
- Le contrôle de gestion

7.1. Actions commerciales

L'année 2025 débute avec un plan opérationnel ambitieux à la dimension des réalisations obtenues l'année précédente.

En chiffres absolus, la Direction Générale se donne l'objectif de respectivement recruter au minimum 21.287 nouveaux clients sans en perdre les clients existants, mobiliser les dépôts pour atteindre au minimum FRW 17.406.250.000 et distribuer les crédits à raison de FRW 23.000.000.000 au bout de l'année 2025.

Les actions mises en place sont variées.

S'agissant de l'augmentation des clients, l'objectif a été largement atteint avec une mobilisation de 29.502 nouveaux clients bien que le rapport de fidélisation ne soit pas disponible à ce moment.

Quant aux dépôts, nous avons, dès le mois de Janvier 2025, revu à la hausse les taux d'intérêts sur les comptes épargnes pour attirer les nouveaux déposants et les maintenir le plus longtemps possible.

Les Entreprises gros déposants ont été contactées pour obtenir la reconduction de leurs placements et au besoin les renflouer.

Les produits spécifiques aux jeunes « ZAMUKA RUBYIRUKO » et « MBIKIRA » ont été restructurés pour une meilleure adaptation tandis que celui relatif aux dames, longtemps dormant, a été réactivé sous une nouvelle spécification et appellation « IBENGEZA ».

On comptait aussi sur l'évolution plus rapide des services bancaires en perspectives à travers l'internet et les représentants bancaires promis par le fournisseur du système informatique mais le projet ne s'est pas réalisé conformément aux échéances convenues.

L'objectif a quand même été atteint à 98% avec un total de dépôts de FRW 17.099.010.295 au 30/11/2025 avant de chuter vers 89 % au 31/12/2025 suite aux retraits massifs relatifs aux festivités de fin d'année.

Au niveau de la mobilisation en crédits, les débloqués ont évolué très lentement par rapport aux prévisions mais ont pu atteindre au 31/12/2025 FRW 18.871.395.098 soit 82% des prévisions projetées à FRW 23 milliards.

Les investigations ont montré que cette situation est due à multiples facteurs.

La suspension des activités de l'Agence Américaine de développement en Janvier 2025 aurait entraîné une cessation sinon la frustration de certaines activités lucratives liées à l'assistance des communautés prises en charge par ce projet.

Le secteur de Microfinance a été aussi fortement agressé par les Banques Commerciales avec l'introduction des départements de desserte aux Petites et moyennes entreprises créant ainsi non seulement des conditions fortement concurrentielles aux Institutions de Microfinances agréées mais aussi recrutant le personnel expérimenté des mêmes institutions.

L'autre facteur non moins important est aussi les nouveaux entrants sur le marché de microfinance.

La Banque Nationale du Rwanda a agréé, en 2025, 70 Institutions de Microfinances de la catégorie de distribution des crédits sans collecter les dépôts. Elles utilisent leur fonds pour octroyer des crédits et la clientèle cible est celle classique aux Institutions de Microfinances existantes en leur apportant plus de flexibilités dans les procédures.

Il n'est pas étonnant qu'elles raflent une partie importante des besoins en crédits.

Pour remédier à cette situation, nous avons dû procéder à la restructuration des conditions de certains produits crédits et à la révision à la baisse des tarifs.

Des séances de sensibilisation du personnel de vente ont aussi été organisées pour les aviser des enjeux sur le terrain.

Ceci a eu un impact quasi direct sur l'augmentation de la demande de crédits qui monte de 69% à 82% au cours du dernier trimestre 2025.

Par contre l'impact sur le résultat est resté peu significatif, le gap creusé au premier semestre était très profond.

Pour parer à cette situation à l'avenir, nous avons entrepris de diversifier nos produits crédits le temps d'obtenir une digitalisation complète.

C'est dans ce cadre que nous avons signé un mémorandum of Understanding de collaboration avec l'organisation « **Access to Finance Rwanda** » dans le projet KWIHAZA aux conditions de participation aux coûts du crédit à raison de 8% sur le taux d'intérêts pratiqué aux crédits dans le domaine aquaculture, pêche et horticulture.

Même si le projet a démarré vers la fin de l'année 2025, il a créé davantage de visibilité pour l'Institution.

Nous avons également renouvelé notre partenariat avec Alerte Internationale dans le projet d'assistance aux femmes œuvrant dans le commerce frontalier entre les pays communément connus membres de la CEPGL (Communauté économique des pays des Grands Lacs) deuxième phase avec la participation à la garantie aux risques crédits de FRW 80 millions.

Les actions commerciales ont ainsi porté l'évolution des actifs de l'Institution à la hausse de plus ou moins 16% passant de FRW 23.596.961.295 à FRW 27.282.282.698 respectivement au 31/12/2024 et 31/12/2025.

Les fonds propres se sont améliorés de FRW 4.505.922.408 à FRW 4.995.594.498 soit une augmentation de 11%.

7.2. Gouvernance

Au niveau de la Gouvernance, les efforts ont focalisé essentiellement sur le renforcement de capacité et sur l'amélioration des politiques et procédures.

S'agissant du renforcement de capacité, il a été organisé différentes sessions de rafraîchissement des connaissances acquises lors des formations antérieures en matière de service à la clientèle, de la protection des clients et de la sécurité des opérations.

Dans l'ensemble, tous les employés des catégories II à IV au sein de RIM Plc ont suivi, à titre de rappel, la formation sur l'usage du système informatique de gestion en développement et sur les principes de protection des clients. Ils ont également été sensibilisés sur la gestion des risques avec accent sur la recrudescence des méthodes de fraudes et des mesures en place pour y faire face.

Deux candidats ont été inscrits pour suivre la formation diplômante en vue de l'obtention d'un diplôme de Master en gestion de Microfinances dans le cadre de notre partenariat avec MAIN (Association des Institutions de Microfinances en Afrique).

Avec la participation de notre partenaire « ADA Luxembourg Assistance technique », Vingt-cinq agents de cadre ont enfin suivi en atelier d'une semaine une session sur la gestion des risques et différents mécanismes de prévention dans les domaines de crédit et de gestion des liquidités.

S'agissant de l'amélioration des politiques et procédures, plusieurs actions ont été menées à savoir:

La mise en place de la structure organique du Département de gestions des risques et conformité ainsi que les termes de références pour le recrutement des employés de ce département.

Huit Politiques et Procédures ont été initiées et trois ont été adoptées par le Conseil d'Administration et sont opérationnelles. Les cinq autres ont été élaborées mais sont encore au niveau d'approbation de la Direction Générale.

Au niveau administratif, il a été revu la tenue du comité de crédit au niveau du Conseil d'Administration. Au lieu de faire circuler le dossier auprès de Membres

respectifs, il a été adopté des séances de délibération en comité tenue par tous les Membres ou en respect du quorum requis.

7.3. Contrôle de gestion

Le contrôle de gestion s'est focalisé principalement sur le suivi des travaux de développement du système Informatique de gestion et sur le renforcement du contrôle des opérations.

Nous avons passé beaucoup de temps sur le développement du logiciel informatique sans aboutir à la restitution malgré les promesses du fournisseur. L'instabilité du personnel technique informatique et la nocivité du personnel acquis en remplacement seraient la cause du retard.

Quoi qu'il en soit, les différents audits internes et externes effectués nous rassurent que les états de sortie seraient fiables et nous n'avons pas connu de fraudes au cours de l'année et les tentatives mineures ont été détectées sans forfait.

Nous avons renforcé le contrôle interne via le Département de Gestion des risques et conformité ainsi que la rigueur dans les rapports de performance périodiques.

Les indicateurs de la gestion prudentielle et financière répondent aux normes requises à l'exception de la norme de couverture de dépôts dont le rapport a été, du reste, beaucoup amélioré passant de 129% en Décembre 2024 à 112% au 31 Décembre 2025.

La qualité du portefeuille crédit est maintenu à 3% légèrement supérieure aux prévisions annuelles de 2% mais maintenue dans les normes réglementaires de 5%.

En perspective, nous demeurons engagés à digitaliser les services en priorité et à introduire de nouveaux produits à valeur ajoutée pour suppléer aux intérêts et commissions de crédit, seuls produits rémunérateurs à ce jour.

Les conditions exigées par la Banque Nationale pour accéder aux traitements des opérations en monnaies étrangères sont remplies à plus de 80% et nous comptons relancer la demande d'autorisation au second semestre 2026.

7.4. Conclusion

Le succès, tant peu soit-il, est due principalement aux Directives des Membres du Conseil d'Administration qui ne ménagent aucun effort pour prodiguer leurs conseils; nous leur exprimons ici notre reconnaissance.

Nous adressons aussi notre gratitude à nos partenaires pour leur choix en notre faveur et à nos clients pour leur fidélité et leur patience et leur tolérance à nos imperfections dans l'accomplissement de nos responsabilités à leur égard.

GATERA NSANZIMFURA Damien

Directeur Général



8. Synopsis des activités

8.1. Clientèle

Au 31 Décembre 2025, RIM Plc a 290.703 clients dont 169.712 clients individuels, 10.599 clients personnes morales et 110.382 membres inclus dans 18.848 ASSOFI. Parmi ces clients, 16.517 clients avaient des crédits en cours au 31 Décembre 2025.

Les clients déposants sont 199.159 parmi eux les clients actifs sont 69.224 (35%) dont 62.025 clients individuels, 5.177 ASSOFI et 2.022 personnes morales.

Les femmes représentent 43% des clients, 53% sont des hommes tandis que 4% sont des personnes morales.

Evolution de la clientèle du 31 Décembre 2024 au 31 Décembre 2025

Clients	31/12/2024	31/12/2025	Variation	Nouveaux clients
Clients individuels	155.831	169.712	9%	13.881
Assofis	18.385	18.848	3%	463
Membres des Assofis	95.014	110.382	16%	15.368
Personnes morales	10.356	10.599	2%	243
Total de déposants	184.572	199.159	8%	14.587
Total de déposants en incluant les membres des Assofis	261.201	290.703	11%	29.502
Clients emprunteurs	15.403	16.517	7%	1.114

Par rapport au 31 Décembre 2024, les clients déposants ont augmenté de 8% et les clients emprunteurs ont augmenté de 7%.

8.2. Composition des dépôts des clients

Au 31 Décembre 2025, les dépôts des clients s'élèvent en Frw à 16,499 milliards et ont enregistré une augmentation de 2,574 milliards soit un taux d'augmentation de 18% par rapport du 31 Décembre 2024. Ces dépôts sont composés des dépôts à vue, des dépôts à terme ainsi que des dépôts de garantie et sont répartis parmi les clients individuels, les personnes morales et ASSOFI. L'objectif d'atteindre 18 milliards de dépôts a été atteint à 92%.

8.2.1 Répartition des dépôts par type de dépôt

Les dépôts sont composés à 64% par les dépôts à vue, 34% par les dépôts à terme et 2% par les dépôts de garantie.

8.2.2. Répartition des dépôts par statut juridique

Les clients individuels ont une part de dépôts représentant 50% de tous les dépôts, les personnes morales ont une part de 38% et les ASSOFI ont une part de 12%.

8.2.3. Evolution des dépôts des clients en Frw du 31/12/2024 au 31/12/2025

Dépôts en frw par statut juridique			
Dépôts	31/12/2024	31/12/2025	Variation
Personnes physiques	6.278.890.057	8.215.813.350	31%
Assofis	1.832.159.402	2.013.861.748	10%
Personnes morales	5.813.706.659	6.269.504.211	8%
Total	13.924.756.118	16.499.179.309	18%

Types de Dépôts en frw			
Dépôts	31/12/2024	31/12/2025	Variation
Dépôts à vue	9.272.990.073	10.641.082.625	15%
Dépôts à terme	4.315.035.035	5.533.101.467	28%
Dépôts de garantie	336.731.010	324.995.217	-3%
Total	13.924.756.118	16.499.179.309	18%

Les dépôts des personnes physiques, les dépôts des ASSOFI, les dépôts des personnes morales, les dépôts à vue et les dépôts à terme ont augmenté respectivement de 31%, 10%, 8%, 15% et 28% par rapport au 31/12/2024.

8.3. Crédits

Les crédits octroyés au 31 Décembre 2025 sont de 18.874.888.051Frw. Ces crédits sont distribués à 65% (12.335 milliards) aux clients individuels, 24% aux ASSOFI (4.471 milliards) et 11% aux personnes morales. L'objectif d'octroyer 23 milliards a été atteint à 82%.

Du 31 Décembre 2024 au 31 Décembre 2025, l'encours brut de crédit a passé de 16,892 milliards de Frw à 18,594 milliards Frw, avec une variation de 1,702 milliards

soit une augmentation de 10%. Ces crédits sont détenus à 72% par les personnes physiques ,14% par les ASSOFIs et 14% par les personnes morales.

8.3.1. La répartition de l'encours (en Frw) selon le statut juridique

Crédits	Fin Decembre 2024	Fin Decembre 2025	Variation
Personnes physiques	11.087.220.577	13.471.128.636	22%
Assofis	2.593.078.710	2.521.193.123	0%
Personnes morales	3.211.235.803	2.601.520.362	-2%
Total	16.891.535.090	18.593.842.121	10%

L'encours de crédits aux personnes physiques a connu une augmentation de 22% alors que l'encours des personnes morales a connu une diminution de 2%. Cette diminution est due au rachat des certains de nos crédits par les banques commerciales.

8.3.2. La répartition de l'encours de crédits en Frw selon l'objet financé :

Crédits	Fin Decembre 2024	Fin Decembre 2025	Variation
Agri-élevage	5.905.972.287	5.674.238.860	-4%
Avance sur salaire	429.644.633	444.160.588	3%
Commerce	3.612.062.144	4.966.813.476	38%
Habitat	3.162.773.612	3.227.546.783	2%
Equipement à caractère commercial	3.781.082.414	4.281.082.414	13%
Total	16.891.535.090	18.593.842.121	10%

Du 31 Décembre 2024 au 31 Décembre 2025, les crédits avances sur salaire, commerce, Habitat, et les crédits aux équipements à caractère commercial ont connu respectivement une augmentation de 3%, 38%, 2% et 13%. La diminution de 4% des crédits agricoles a été causée par la diminution des subventions dans ce domaine (ENABEL, USAID, CDAT)

Les crédits pour l'agri-élevage ont une part de 31% des crédits du RIM, les crédits avance aux salariés ont une part de 2%, les crédits pour le commerce représentent 27%, les crédits pour habitat ont une part de 17% et équipements ont une part de 23%.

8.3.3. Les crédits en souffrance par agence

Agence	Encours effectifs des crédits	Souffrances au 31/12/2025	PAR (%)
KIGALI	7.181.992.321	193.659.134	3
GITARAMA	1.242.575.341	9.972.296	1
BUTARE	377.681.503	21.507.231	6
GIKONGORO	424.553.792	7.769.259	2
CYANGUGU	1.551.601.198	60.299.796	4
KIBUYE	1.349.302.908	18.606.797	1
GISENYI	895.764.814	20.607.283	2
RUHENGERI	1.518.640.611	10.750.828	1
BYUMBA	1.550.625.239	70.487.765	5
NYAGATARE	1.288.520.253	16.508.041	1
KIBUNGO	1.212.584.069	168.650.156	14
TOTAL	18.593.842.121	598.838.586	3

Le portefeuille à risque est de 3% au 31 Décembre 2025. Le montant des crédits en souffrance a augmenté de 72millions, il a passé de 527millions fin Décembre 2024 à 599millions fin Décembre 2025. Les causes de cette augmentation sont la mauvaise gestion des crédits des groupes.

Selon les bénéficiaires de crédits, les catégories des personnes physiques, des personnes morales et des ASSOFIs ont respectivement un taux de portefeuille à risque de 2%, 5% et 6%.

8.3.4. Crédits en souffrances par statuts juridique

Portefeuille à risque- Statut juridique					
	Crédits sains	souffrances	Encours effectif	PAR 2025	PAR 2024
Personnes physique	13,156,846,725	312,767,660	13,471,128,636	2%	2%
Assofis	2,366,719,651	154,473,472	2,521,193,123	6%	10%
Personnes morales	2,471,437,159	131,597,454	2,601,520,362	5%	2%
Total	17,995,003,535	598,838,586	18,593,842,121	3%	3%

8.4. Analyse du risque des crédits au 31 décembre 2025

En général, la situation globale de notre portefeuille crédits au 31 Décembre 2025 est normale, l'indicateur principal de qualité (PAR) respecte les normes prudentielles, parce que nous sommes à 3%.

8.4.1. Classification du risque des crédits au 31 décembre 2025

AGENCE	NORMAL 0-29Jrs	WATCH 30-89Jrs	SUBSTAND 90-179 Jrs	DOUBTFUL 180-364 Jrs	LOSS 365-730 Jrs	TOTAL
KIGALI	6,833,450,506	154,882,681	102,229,271	37,121,187	54,308,676	7,181,992,321
GITARAMA	1,215,847,919	16,735,126	1,354,483	5,755,919	2,881,894	1,242,575,341
BUTARE	344,215,994	11,958,278	2,346,018	10,246,088	8,915,125	377,681,503
GIKONGORO	416,784,533	-	843,323	3,384,828	3,541,108	424,553,792
CYANGUGU	1,462,648,981	28,652,421	40,092,977	8,068,956	12,137,863	1,551,601,198
KIBUYE	1,312,690,385	18,005,798	-	16,364,231	2,242,566	1,349,302,980
GISENYI	869,480,433	5,677,098	5,537,197	12,395,737	2,674,349	895,764,814
RUHENGERI	1,478,197,344	29,692,439	329,316	3,462,298	6,959,214	1,518,640,611
BYUMBA	1,466,127,983	14,009,491	11,172,633	6,980,421	52,334,711	1,550,625,239
NYAGATARE	1,269,510,618	2,501,594	7,978,372	1,665,005	6,864,664	1,288,520,253
KIBUNGO	979,364,970	64,568,943	43,257,303	101,404,978	23,987,875	1,212,584,069
TOTAL	17,648,319,666	346,683,869	215,140,893	206,849,648	176,848,045	18,593,842,121

Bien que notre PAR est normal, la concentration de plus de 598millions dans les catégories risquées souligne la nécessité de renforcer les stratégies de recouvrement.

La classe WATCH qui représente environ 346millions, soit une proportion modeste mais qui constitue une zone de vigilance. C'est une zone de mouvements de va et vient des clients qui ne respectent pas leurs échéances de remboursement pour causes d'oubli de leurs plans de remboursement, causes de négligences ou le début de leurs défaillances au remboursement.

La classe SUBSTANDARD et DOUBTFUL totalisent plus de 420millions, indiquant une fragilisation progressive d'une partie du portefeuille, mais nous avons déjà récupéré un montant important de 97millions provenant des clients qui étaient en cours de procédures de ventes de leurs garanties. Les procédures de recouvrement continuent, mais les difficultés de recouvrement dans les groupes persistent parce que ceux-ci n'ont pas de garanties solides. Dans ces 2 classes, ils représentent 13%.

Enfin, les créances en LOSS, estimées à près de 177millions, correspondent à des montants probablement difficiles à recouvrer rapidement mais plutôt petit à petit, entre autres :

-Les crédits aux groupes qui pour le moment représentent 60% dans cette classe, soit un montant de 99millions, comme ils n'ont pas de garanties solides le recouvrement prend un grand temps.

-Les crédits aux salaires qui perdent leur travail alors qu'ils n'ont pas d'autres garanties que le salaire.

-Les petits prêts qui rendent le recouvrement difficile en raison des frais nécessaires pour engager une action en justice.

8.4.2. Risque de crédits par guichet au 31 décembre 2025

Guichet	Encours total	Crédits en souffrance 90Jrs	PAR 90Jrs
St Paul	2,142,477,897	48,978,107	2
Ruli	368,593,203	6,054,662	2
Rulindo	341,548,460	10,025,696	3
Rutongo	275,441,010	28,551,441	10
Rwankuba	216,255,462	472,510	0
Shyorongi	412,774,484	3,156,967	1
Masaka	472,979,099	1,968,927	0
Musha	118,113,723	6,436,437	5
Nyamata	307,156,958	873,602	0
Ruhuha	171,157,493	-	-
Rilima	284,351,133	600,129	0
Kimironko	980,195,888	73,593,508	8
Nyabugogo	1,090,947,511	12,947,148	1
KIGALI	7,181,992,321	193,659,134	3
Gitarama	752,773,742	9,008,741	1
Kamonyi	489,801,599	983,555	0
GITARAMA	1,242,575,341	9,992,296	1
BUTARE	377,681,503	21,507,231	6
GIKONGORO	424,553,792	7,769,259	2
Kamembe	566,096,496	38,095,138	7
Mwezi	701,608,090	20,420,847	3
Mushaka	167,627,045	569,021	0
Mashyuza	116,269,567	1,214,790	1
CYANGUGU	1,551,601,198	60,299,796	4

Guichet	Encours total	Crédits en souffrance 90Jrs	PAR 90Jrs
Kibuye	922,626,117	6,890,934	1
Nyange	426,676,863	11,715,863	3
KIBUYE	1,349,302,980	18,606,797	1
Gisenyi	780,129,000	20,423,946	3
Muramba	115,635,814	183,337	0
GISENYI	895,764,814	20,607,283	2
Ruhengeri	1,227,592,344	3,542,062	0
Byangabo	291,048,267	7,208,766	2
RUHENGARI	1,518,640,611	10,750,828	1
Byumba	1,031,084,251	62,728,803	6
Rushaki	294,995,620	3,574,520	1
Muhura	224,545,368	4,184,442	2
BYUMBA	1,550,625,239	70,487,765	5
Nyagatare	553,499,320	8,353,999	2
Nyarurema	192,604,986	5,285,605	3
Kiziguro	542,415,947	2,868,437	1
NYAGATARE	1,288,520,253	16,508,041	1
Kabarondo	413,255,588	84,516,975	20
Gishanda	526,103,324	62,614,334	12
Kibungo	273,225,157	21,518,847	8
KIBUNGO	1,212,584,069	168,650,156	14
TOTAL	18,593,842,121	598,838,586	3

Dans ce rapport, la situation préoccupante est celle de Butare et Kibungo, ces agences sont en souffrances depuis le début de l'année. A part les problèmes de sécheresse signalés récemment dans les zones de Kabarondo et Gishanda et que nous n'avons pas pu mesurer l'impact, ça fait longtemps que la mauvaise gestion des crédits est constatée dans ces 2 agences. Un suivi rigoureux et régulier s'avère nécessaire.

8.4.3. Risque de crédits par produit au 31 décembre 2025

Nom du produit	Encours total	Souffrance 90jrs	PAR 90jrs	Proportion
Commerce avancé	4,683,907,162	73,185,137	2	25
Equipement	3,594,570,179	110,354,285	3	19
Habitat	3,176,340,550	36,378,234	1	17
Agriculture	3,133,621,129	149,093,411	5	17
Elevage	2,522,087,861	105,727,164	4	14
Facilité de caisse	357,711,595	59,450,000	17	2
Pret personnel	278,097,015	7,313,362	3	1
Petit commerce	277,802,057	21,342,926	8	1
Artisanat	234,647,497	26,931,242	11	1
Avance sur salaire	166,063,573	4,595,965	3	1
Edufinance	89,350,117	0	-	0
Découvert	31,951,519	3,990,236	12	0
Badukukore	21,742,205	476,624	2	0
Zamuka rubyiruko	5,104,257	0	-	0
Peche	18,529,870	0	-	0
Crédit social	2,315,535		-	0
Warrantage				
Ligne de credit				
Ibengeza(Produit aux femmes)				
TOTAL	18,593,842,121	598,838,586	3	100

La facilite de caisse : Un seul client avait influencé la situation, le montant de 35millions est déjà recouvré.

Découvert : C'est un produit qui souffre souvent des problèmes des salariés qui perdent leur travail, mais compte tenu du montant, le risque n'est pas assez considerable.

Artisanat: Un seul client avait influencé la situation, le montant de 24millions est déjà recouvré. Il s'agit du même dans la facilité de caisse, celui-ci a retardé les procédures de vente des garanties par ses démarches judiciaires.

Petit Commerce: Les bénéficiaires sont 100% les groupes, on a toujours les problèmes parmi ces clients parce que nous n'avons pas de garanties solides.

8.5. Le résultat de la période

Au 31 Décembre 2025, RIM Plc a un résultat bénéficiaire avant impôts de 1.102.694.596Frw sur 2.005.000.000Frw prévu soit un taux de réalisation de 55%. Toutes les agences ont eu un résultat bénéficiaire au 31/12/2025. Le résultat par agence est repris dans le tableau ci-après :

Agence	Objectif 2025 avant impôts	Résultat au 31/12/2025 avant impôt	Taux de réalisation annuelle
Kigali	1,173,524,000	733,793,517	63%
Gitarama	140,000,000	96,843,330	69%
Butare	90,000,000	5,923,624	7%
Gikongoro	90,000,000	35,400,476	39%
Cyangugu	190,000,000	35,318,033	19%
Kibuye	180,000,000	154,364,988	86%
Gisenyi	100,000,000	75,432,573	75%
Ruhengeri	180,000,000	158,794,402	88%
Byumba	220,000,000	182,160,692	83%
Nyagatare	210,000,000	157,128,584	75%
Kibungo	150,000,000	152,795,834	102%
Siège	-718,524,000	-685,261,457	95%
Total	2,005,000,000	1,102,694,596	55%

Au 31 Décembre 2025, RIM Plc a un résultat bénéficiaire avant impôt de 1.102.694.596Frw. Seule l'agence de Kibungo a réalisé son objectif annuel de 2025.

9. Etats financiers au 31 décembre 2025

9.1. Compte de résultat au 31 décembre 2025

Description	Notes	31/12/2025	31/12/2024	Variation(en %)
		Frw	Frw	
Revenus financiers	1	4,043,294,515	3,633,774,041	11%
Charges financières	2	(576,224,510)	(357,255,597)	61%
Revenus financiers nets		3,467,070,005	3,276,518,444	6%
Frais et Commissions sur crédits	3	404,662,547	431,266,508	-6%
Revenus et Commissions nets		3,871,732,552	3,707,784,952	4%
Charge de dépréciation sur Crédits	4	(70,546,885)	(53,294,322)	32%
Dépenses opérationnelles	5	(2,993,370,087)	(2,556,958,137)	17%
Résultat d'exploitation		807,815,580	1,097,532,493	-26%
Revenus hors exploitation	6	294,879,016	346,727,924	-15%
Résultat de l'exercice avant impôt		1,102,694,596	1,444,260,417	-24%
Impôt sur le résultat	7	(339,249,286)	(413,010,657)	-18%
Résultat net de l'exercice après impôt		763,445,310	1,031,249,760	-26%

9.2. Bilan au 31 décembre 2025

ACTIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024	Variation en %
		Frw'000'	Frw'000'	
<i>Actifs à court terme</i>				
Valeur en Caisse et banques	8	4,710,709,740	4,311,862,386	9%
Dépôts à terme et bons de trésors	9	2,377,389,392	1,600,000,000	49%
Crédits à la clientèle	10	18,285,577,222	16,532,497,564	11%
Intérêts à recevoir	11	69,083,014	64,366,752	7%
Total actifs à court terme		25,442,759,368	22,508,726,702	13%
<i>Actif immobilisé et droit au bail</i>				
Immobilisations Corporelles	12	645,444,579	580,099,015	11%
Immobilisations Incorporelles	13	132,110,408	143,917,188	-8%
Droit au bail	14	912,769,552	281,526,278	224%
Impôts différé		-	21,257,600	-100%
Total actif immobilisé et droit au bail		1,690,324,539	1,026,800,081	65%
<i>Autres actifs</i>				
Débiteurs divers	15	9,059,941	9,707,795	-7%
Autres actifs	16	20,539,448	15,990,532	28%
Compte de régularisation actif	17	119,599,402	35,736,185	235%
Total autres actifs		149,198,791	61,434,512	143%
TOTAL ACTIF		27,282,282,698	23,596,961,295	16%

PASSIF ET FONDS PROPRES	Notes	31/12/2025	31/12/2024	Variation en %
		Frw'000'	Frw'000'	
<i>Passif</i>				
Subventions		111,028,757	182,085,740	-39%
Emprunts	18	3,871,585,188	4,173,701,447	-7%
Obligations locatives	19	912,769,552	205,400,894	344%
Passif d'impôt différé		114,255		
Dépôts de la clientèle	20	16,499,179,309	13,924,754,119	18%
Intérêts courus à payer	21	66,426,719	36,571,015	82%
Autres passifs	22	343,444,417	246,050,919	40%
Charges à payer et charges en suspens	23	122,533,302	110,597,556	11%
Impôt sur le revenu à payer	24	22,630,900	211,877,197	-89%
Emprunts à court terme	25	336,975,801		
Total passif		22,286,688,200	19,091,038,887	17%
Fond propres	26			
Capital social	26.1	1,161,700,000	1,161,700,000	0%
Reserve légale	26.2	821,438,557	2,312,972,648	-64%
Report à nouveau	26.3	3,012,455,941	1,031,249,760	192%
Total fond propres		4,995,594,498	4,505,922,408	11%
Total passif et fond propres		27,282,282,698	23,596,961,295	16%

9.3. Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2025

Description	31/12/2025	31/12/2024
	Frw	Frw
Résultat avant impôts	1,102,694,596	1,444,260,417
Ajustements		
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	208,895,431	195,062,063
Amortissement des actifs de droit d'utilisation	- 631,243,274	174,848,900
Provisions pour dépréciation des prêts clients	395,164,503	415,273,908
Amortissement des immobilisations incorporelles	11,806,780	19,530,682
	692,153,533	2,248,975,970
Variation du besoin en fonds de roulement		
Variation des prêts clients	- 1,753,079,658	- 3,777,753,930
Variation des autres actifs	- 87,764,279	21,396,330
Variation des dépôts clients	2,574,425,190	3,507,876,836
Intérêts à recevoir	- 4,716,262	- 13,488,947
Intérêts courus à payer	29,855,704	2,652,067
Variation des autres créanciers	97,393,498	- 273,032,358
Impôts sur les bénéfices payés	- 528,495,583	- 359,413,700
Variation Charges à payer et charges en suspens	11,935,746	
Flux de trésorerie net des activités opérationnelles	1,031,707,889	1,357,212,268
FLUX DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	- 274,240,995	- 272,658,352
Acquisition d'immobilisations incorporelles		- 100,385,084
Cession d'actifs		
Ajustement des autres actifs		
Impôt différé	21,257,600	
Flux de trésorerie net des activités d'investissement	- 252,983,395	- 373,043,436
FLUX DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation du capital social	-	33,812
Emprunts	34,859,542	- 188,377,671
Règlement des dettes de loyer	707,368,658	2,556,309,689
Versement de subventions	- 71,056,983	- 270,234,473
Dividendes versés	- 273,773,220	- 180,780,719
Impot différé	114,255	
Flux de trésorerie net des activités de financement	397,512,252	1,916,950,638
Variation nette de la trésorerie	1,176,236,746	2,901,119,470
Trésorerie à l'ouverture (1er janv. 2025)	5,911,862,386	3,010,742,916
Trésorerie à la clôture (31 déc. 2025)	7,088,099,132	5,911,862,386

9.4. Etat des variations des capitaux propres au 31 décembre 2025

	Capital social	Report à nouveau	Réserve légale	Total
	Frw	Frw	Frw	Frw
Au 01 Janvier 2024	1,161,666,188	602,602,396	1,567,536,610	3,331,839,006
Résultat de l'exercice		1,031,249,760		1,031,249,760
Subventions WCS reclassées en Réserve légale	33,812		323,614,361	323,614,361
Dividendes a' payer au actionnaires		-180,780,719		-180,780,719
Bénéfice non distribué pour l'année précédent (2023)		-421,821,677	421,821,677	-
Au 31 Décembre 2024	1,161,700,000	1,031,249,760	2,622,347,576	4,505,922,408
Au 01 Janvier 2025	1,161,700,000	1,031,249,760	2,622,347,576	4,505,922,408
Résultat de l'exercice		763,445,310		763,445,310
Transfert des bénéfices non distribués à la réserve légale		2,249,010,631	-2,249,010,631	-
Affectation du Résultat 2024 au Réserve légale		-757,476,540	757,476,540	-
Dividendes à payer aux actionnaires		-273,773,220		-273,773,220
Au 31 Décembre 2025	1,161,700,000	3,012,455,941	821,438,557	4,995,594,498
VARIATION	0	1,981,206,181	-1,800,909,019	489,672,090

9.5. Commentaires aux états financiers

Le mois de Décembre 2025 a été caractérisé en général par l'augmentation du volume d'activité en vue de se conformer au plan stratégique 2024-2026.

9.5.1. Compte d'exploitation au 31 décembre 2025

1. Revenus financiers: Augmentation de 11%

Les revenus financiers en général ont connu une augmentation de 11% par rapport à la situation du 31/12/2024. Ils ont passé de 3,6 milliards à 4 milliards au 31/12/2025. Ils comprennent les Intérêts reçus des banques commerciales ainsi que les intérêts sur crédits. Le détail est repris dans le tableau ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Revenus financiers	4,043,294,515	3,633,774,041	11%
Intérêts provenant des institutions financières	420,698,795	210,931,688	99%
Intérêts sur prêts	3,622,595,720	3,422,842,353	6%

2. Charges financières : Augmentation de 61%

Les charges financières englobent les intérêts sur les dépôts à terme ainsi que les intérêts sur les emprunts financiers.

Les charges financières ont augmenté de 61% suite à la mobilisation des dépôts à terme et par conséquent des intérêts sur dépôts à terme ainsi que des intérêts payés sur emprunts financiers tel que présenté dans le tableau ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Charges financières	576,224,510	357,255,597	61%
Intérêts sur dépôts	408,384,315	200,647,833	104%
Intérêts sur Emprunts financiers	167,840,195	156,607,764	7%

3. Commissions et frais sur crédits: Diminution de 6%

Les commissions et frais de dossiers sur crédits ont connu une diminution de 6%. Ils ont passé de 431,2 millions au 31/12/2024 à 404,6 millions au 31/12/2025. Ils comprennent les diverses commissions de service, les frais d'étude de dossiers, commissions sur crédits et autres commissions.

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024(Frw)	Variation en %
Frais et Commissions sur crédits	404,662,547	431,266,508	-6%
Frais de tenue de compte	-	50,517,273	-100%
Frais de virement	2,449,000	1,107,900	121%
Frais de virement de salaires	16,353,294	14,983,713	9%
Frais d'alerte SMS	7,431,080	2,853,960	160%
Frais de service sur crédits	275,408,781	261,254,969	5%
Frais et commissions de dossier de crédit	103,020,392	100,548,693	2%

4. Charges de dépréciation sur crédits: Augmentation de 32%

Les charges de dépréciation sur crédits ont connu une augmentation de 32%. Il s'agit de la différence entre les pertes sur les crédits comprenant les dotations aux provisions des crédits

en souffrance, des crédits radiés et les reprises aux provisions ainsi que des recouvrements sur des crédits radiés. Elles ont passé de 53,2 millions en 2024 à 70,5 millions au 31/12/2025.

Le détail est repris dans le tableau suivant :

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Charges de dépréciation sur crédits	70,667,001	53,294,322	33%
Dotation pour dépréciations des créances sur la clientèle	366,521,949	992,674,811	-63%
Perte sur créance irrécupérables couvertes par des dépréciations	125,127,371	18,472,275	577%
Reprise des provisions des créances sur la clientèle	(386,641,610)	(933,226,687)	98%
Récupérations sur créances radiés	(34,340,709)	(24,626,077)	-15%

5. Les dépenses opérationnelles: Augmentation de 17%

Les dépenses opérationnelles ont connu une augmentation de 17% par rapport à la situation de Décembre 2024 suite à la hausse des prix sur le marché. Ils ont passé de 2,5 milliards au 31/12/2024 à 2,9 milliards au 31/12/2025. Ces produits sont repris dans le tableau ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Charges d'exploitation	2,993,477,306	2,556,958,137	17%
Frais de personnel	1,411,405,348	1,170,689,795	21%
Impôts et taxes	41,508,770	30,275,856	37%
Loyers et charges locatives	494,009,876	426,349,244	16%
Honoraires et services externes	101,502,700	55,860,425	82%
Dotations aux amortissements	220,702,211	214,585,745	3%
Frais bancaires		3,586,541	-100%
Autres charges	724,348,401	655,610,531	10%

6. Revenus hors exploitation: Diminution de 15%

Il s'agit des produits qui ne sont pas issus de l'activité principale du RIM Plc à savoir l'épargne et le crédit ainsi que des reprises sur subventions reçues. Ils ont passé de 346,7 millions en 2024 à 294,8 millions au 31 Décembre 2025. Le détail du compte est repris dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Revenus hors exploitation	294,879,016	346,727,924	-15%
Autres produits sur services	38,152,082	22,371,174	71%
Autres produits sur titres et opérations diverses	44,513	240,171	-81%
Ventes d'imprimés	78,611,500	76,179,170	3%
Revenus Western Union	-	18,514	-100%
Autres produits accessoires divers	65,815,478	75,635,849	-13%
Reprises de subventions d'investissement reçues	77,967,588	141,696,722	-45%
Subventions d'exploitation reçues	30,544,575	22,703,554	35%
Plus-values sur cession d'immobilisations	3,477,000	7,158,000	-51%
Revenus MoneyGram	26,855	670,041	-96%
Frais de chequiers	4,150	16,600	-75%
Autres frais sur moyens de paiement	7,000	35,500	-80%
Revenus sur comptes parrainés	5,375	2,629	104%
Autres frais de services	31,400		

7. Impôt sur le résultat: Diminution de 18%

L'impôt sur le résultat a connu une diminution de 18% suite à la baisse du résultat de l'exercice. Il a passé de 413 millions en 2024 à 339,2 millions au 31 Décembre 2025. Le calcul de l'impôt sur les bénéfices est détaillé ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Résultat avant impôt	1,081,322,741	1,444,260,417	-25%
Dépenses non déductibles			
Carburant	7,334,890	7,604,830	-4%
Communication	9,889,500	10,047,399	-2%
Dotations aux amortissements des immobilisations du Système Alpha	220,702,211		
Donations	1,900,000		
Impôt différé	21,371,855		
Provision pour Congés à payer	13,419,007		
Détournement de fond par des employés	-	11,869,915	-100%
Amendes et pénalités	446,601	1,255,500	-64%
Total des dépenses non déductibles	275,064,065	30,777,644	794%
Dotation aux amortissements des immobilisations selon RRA	221,110,265		#DIV/0!
Base taxable	1,135,276,541	1,475,038,061	-23%
Impôt sur le Résultat de la période(exclus Impôt différé)	317,877,431	413,010,657	-23%
Impôt différé	21,371,855		#DIV/0!
Impôt sur le Résultat (inclus Impôt différé)	339,249,286	413,010,657	-18%

Bilan : Augmentation de 16%

La situation financière au 31 Décembre 2025 montre que le total du bilan a connu une augmentation de 16% par rapport à 2024. Il a passé de 23,5 milliards en 2024 à 27,2 milliards en 2025.

8.Valeurs en caisse et Banque : Augmentation de 9%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Valeur en caisse et banques	4,710,709,740	4,311,862,386	9%
Valeurs en caisse	433,114,470	431,226,970	0%
Dépôts bancaires ordinaires	4,277,595,270	3,880,635,416	10%

Les avoirs en caisse et en banque ont connu en général une augmentation de 9% et ont passé de 4,3 milliards en Décembre 2024 à 4,7 milliards en Décembre en 2025 suite à l'augmentation des dépôts bancaires ordinaires.

9. Placement à terme : Augmentation de 49%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Placement à terme	2,377,389,392	1,600,000,000	49%
Dépôt à terme(AB Bank)	1,655,000,000	1,600,000,000	3%
Dépôt à terme(RNIT)	722,389,392	-	#DIV/0!

Il s'agit des dépôts à terme placés auprès de la Banque Commerciale dans le cadre de se conformer à la réglementation qui demande de garder au moins 50% des dépôts à terme des clients sur les comptes bancaires ou en bons de trésor. Il a connu en général une augmentation de 49% et a passé de 1,6 milliards en Décembre 2024 à 2,3 milliards en Décembre en 2025 suite au placement à terme de 1,6 milliard à l'AB Bank Rwanda et de 700 millions au RNIT ITERAMBERE Fund.

10. Crédits à la clientèle : Augmentation de 11%

Intitulé	Montant brut	Amortissement ou Provision	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Crédits à la clientèle	18,680,741,725	395,164,503	18,285,577,222	16,532,497,564	11%
Crédits de trésorerie	4,086,162,861		4,086,162,861	4,673,025,831	-13%
Crédits à l'équipements	2,675,311,769		2,675,311,769	3,451,470,530	-22%
Crédits de consommation	327,142,735		327,142,735	356,563,254	-8%
Crédits Habitat	2,439,632,863		2,439,632,863	2,173,254,492	12%
Crédits d'autres Projets	8,466,753,307		8,466,753,307	5,710,041,936	48%
les crédits	86,899,604		86,899,604	56,236,381	55%
Crédits en souffrance	598,838,586	395,164,503	203,674,083	111,905,140	82%

Les crédits nets à la clientèle ont connu une augmentation de 11% et ont passé de 16,5 milliards au 31/12/2024 à 18,2 milliards au 31/12/2025.

11. Intérêts courus à recevoir : Augmentation de 7%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Intérêts à recevoir	69,083,014	64,366,752	7%

Il s'agit des intérêts courus à recevoir sur les dépôts à terme auprès des banques commerciales. Ils ont connu une augmentation de 7% en 2025 par rapport à la situation du 31 Décembre 2024.

12. Immobilisations corporelles : Augmentation de 11%

Intitulé	Montant brut	Amortissement ou Provision	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Immobilisations corporelles	2,109,543,332	1,464,098,753	645,444,579	580,099,015	11%
Immobilisation corporelles en cours	17,015,392		17,015,392	7,937,857	114%
Mobilier et matériel de bureau	513,435,387	355,125,596	158,309,791	165,672,128	-4%
Matériel informatique	840,108,874	520,301,944	319,806,930	247,106,799	29%
Matériel roulant	273,711,224	242,729,546	30,981,678	17,886,275	73%
Agencement, Constructions	342,297,149	238,532,208	103,764,941	126,817,084	-18%
Coffre-Fort	42,200,275	40,833,957	1,366,318	1,821,765	-25%
Groupe Electrogène	80,775,031	66,575,502	14,199,529	12,857,107	10%

Les immobilisations corporelles nettes (déduites des amortissements) ont connu une augmentation de 11%. Elles ont passé de 580 millions au 31/12/2024 à 645,4 millions au 31/12/2025.

13. Immobilisations incorporelles : Diminution de 8%

Intitulé	Montant brut	Amortissement ou Provision	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Immobilisations incorporelles	320,837,611	188,727,203	132,110,408	143,917,188	-8%
Immobilisations incorporelles	320,837,611	188,727,203	132,110,408	143,917,188	-8%

Les immobilisations incorporelles nettes (déduites des amortissements) ont connu une diminution de 8%. Elles ont passé de 143,9 millions au 31/12/2024 à 132,1 millions au 31/12/2025.

14. Droit au bail : Augmentation de 224%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Droit au bail	912,769,552	281,526,278	224%

Il s'agit de la constatation des loyers à payer pendant cinq ans pour les guichets qui ont des contrats de location de plus d'une année dans le cadre de mettre en application l'IFRS16. Ils ont connu une augmentation de 224% et ont passé de 281,5 millions au 31/12/2024 à 912,7 millions au 31 Décembre 2025.

15. Les débiteurs divers : Diminution de 7%

Les débiteurs divers ont connu une diminution de 7%. Ils ont passé de 9,7 millions au 31/12/2024 à 9 millions au 31 Décembre 2025.

Le détail de ce compte est repris dans le tableau ci-après :

No	Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
1	Débiteurs divers Western Union reçus	84,780	588,330	-86%
2	Débiteurs divers Money Gramm reçus	-	400,707	-100%
3	Autres débiteurs divers	8,975,161	8,718,758	3%
	Total	9,059,941	9,707,795	-7%

16. Autres actifs : Augmentation de 28%

Intitulé	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Autres actifs	20,539,448	15,990,532	28%
Stock des fournitures de bureau	11,078,507	10,557,054	5%
Stock des imprimés	9,460,941	5,433,478	74%

Il s'agit du stock des imprimés et fournitures de bureau qui n'étaient pas encore consommés à la fin du mois. Il a passé de 15,9 millions au 31/12/2024 à 20,5 millions au 31/12/2025.

17. Les comptes de régularisation actif : Augmentation de 235%

Les comptes de régularisation actif ont connu une augmentation de 235% par rapport à la situation du 31/12/2024. Ils ont passé de 35,7 millions au 31/12/2024 à 119,5 millions au 31/12/2025. Le détail est repris dans le tableau ci-après :

No	Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
1	Assurance Transport de Fonds	3,059,640	2,622,548	17%
2	Assurance Moto	10,006,326	8,512,177	18%
3	Assurance Véhicule	2,374,046	2,374,052	0%
4	Frais d'entretien et repartation du materiels informatique de RIM Plc	28,399,313	21,937,668	29%
5	Frais de contribution a la securite	10,000	10,000	0%
6	Loyer payé en avance	72,744,981		#DIV/0!
7	Fees for designing, branding , and priting Byumba	2,778,096		#DIV/0!
8	Frais de taxes locales de gishanda	120,000	120,000	0%
9	Déficits de caisses non encore remboursés	107,000	159,740	-33%
	Total	119,599,402	35,736,185	235%

18. Emprunts à long Terme : Diminution de -7%

Il s'agit de l'emprunt contracté auprès de la BRD-KATAZA, celui de la BRD-ENABEL pour financer les projets d'élevage de porcs, de poules, celui de la BRD –AFFIR pour financer les entreprises œuvrant dans la transformation, l'urbanisation, ainsi que celui de la BRD-CDAT équivalent à 1,7 milliards pour financer les projets d'agri-élevages.

Ils ont connu une diminution de 7% par rapport à la situation au 31 Décembre 2024. Ils ont passé de 4,1 milliards au 31/12/2024 à 3,8 milliards au 31/12/2025.

Le détail est repris ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Dettes à L MT	3,871,585,188	4,173,701,447	-7
Emprunt Financier auprès de la BRD/KATAZA	250,000,000		#DIV/0!
Emprunt Financier BRD-ENABEL	115,950,093	284,422,020	-59
Emprunt Financier BRD-AFFIR	2,075,698,045	2,200,000,000	-6
Emprunt Financier BRD-CDAT	1,407,188,816	1,671,668,628	-16
Intérêts courus à payer sur Emprunt BRD	22,748,234	17,610,799	29

19. Obligations locatives : Augmentation de 344%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Obligations locatives	912,769,552	205,400,894	344%

Au 31 Décembre 2020, RIM Plc a introduit des obligations au bail relatives à la mise en application de l'IFRS16 issus des recommandations de l'audit antérieur et ces obligations locatives ont été calculées sur cinq ans à partir du 31 Décembre 2025. Elles ont passé de 205,4 millions au 31 Décembre 2024 à 912,7 millions au 31 Décembre 2025.

20. Dépôts de la clientèle : Augmentation de 18%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Dépôts de la clientèle	16,499,179,309	13,924,754,119	18%
Dépôts à vue	10,641,082,625	9,272,988,074	15%
Dépôts et compte à terme	5,533,101,467	4,315,035,035	28%
Dépôts de garantie	324,995,217	336,731,010	-3%

Les dépôts de la clientèle ont connu une augmentation de 18%. Ils ont passé de 13,9 milliards au 31/12/2024 à 16,4 milliards au 31/12/2025.

21. Intérêts courus à payer : Augmentation de 82%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Intérêts courus à payer	66,426,719	36,571,015	82%
Intérêts courus à payer sur dépôts à terme	66,426,719	36,571,015	82%

Il s'agit des intérêts à payer qui ont été calculés sur les dépôts à terme non encore échus. Ils ont connu une augmentation de 82% et ont passé de 36,5 millions au 31/12/2024 à 66,4 millions au 31/12/2025.

22. Autres Passif : Augmentation de 40%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Autres Passif	343,444,417	246,050,919	40%
Taxe sur la valeur ajoutée collectée au cours de la période	5,429,633	6,438,654	-16%
Impôt professionnel sur les rémunérations	19,869,335	17,591,016	13%
Contribution à la MUSA	306,014	295,403	4%
Autres sommes dues à l'État	8,848,043	10,173,429	-13%
Divers créanciers Western Union (Envois)	-	480,112	-100%
Divers créanciers MoneyGram (Envois)	9,000	-	#DIV/0!
Sécurité sociale	13,232,888	6,743,500	96%
Assurance maladie RSSB	9,835,252	8,875,174	11%
Mutuelles d'assurance	-	-	#DIV/0!
Autres organismes sociaux créditeurs	6,241	6,241	0%
Rémunérations dues au personnel	18,405	-	#DIV/0!
Fonds SNV	68492217	0	#DIV/0!
Subvention reçue à affecter	13,243,414	-	#DIV/0!
Divers créanciers SUBVENTION ENABEL	4,354,766	18,713,615	-77%
Divers créanciers JYAMBERE	-	18,750,004	-100%
Autres créanciers divers	147,154,911	157,983,771	-7%
Provision pour congés payés	13,419,007		#DIV/0!

Les autres passifs ont connu une augmentation de 40% et ont passé de 246 millions au 31/12/2024 à 343,4 millions au 31/12/2025.

23. Charges à payer et excédent de caisses : Augmentation de 11%.

Les comptes de charges à payer et excédent de caisses ont connu une augmentation de 11%. Ils ont passé de 110,5 millions au 31/12/2024 à 122,5 millions 31/12/2025. Le compte englobe les charges à payer, ainsi que les excédents de caisse. Le détail est repris dans le tableau suivant:

No	Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
1	Constatation de Prime sur rendement	87,531,000	75,920,000	15%
2	Constatation des Frais d'Interconnexion MTN 12/2025	627,378	627,378	0%
3	Constatation des frais de consultation additionnelle sur CRB /Mois de dec 2025	3,793,195	3,387,936	12%
4	Constatation honoraires d'audit des Etats Financiers 2025	15,340,000	10,620,000	44%
5	Construction & Cablage du guichet de NYARUREMA et RILIMA	136,376	136,376	0%
6	Constatation de frais d'assurance du vehicule RAD 712 V	293,002	292,998	0%
7	Constatation de frais de contribution à la DGF	3,854,798	-	
8	Constatation de frais de l'emplacement du Serveurs du RIM plc	354,000	-	
9	Constatation de frais d'envoi du courrier Mois de Decembre 2025	590,000	-	
10	Constatation de frais de services fournis par Centenary House/ Dec 2025	1,352,592	-	
11	Constatation de frais de USSD/ Decembre 2025	1,081,334	-	
12	Loyer à payer au 31/12/2025	1,110,000		
13	Constatation de frais de Toll Free / Decembre 2025	26,289	-	
14	Constataion des frais de gardiennage	-	12,927,600	-100%
15	Constatation de CUG MTN Decembre 2025	575,916	524,923	10%
16	Indemnités de caisses à payer	5,790,000	5,854,500	-1%
	S/Total Charges à payer	122,455,880	110,291,711	11%
17	Excédents de caisses	77,422	305,845	-75%
	Total de Charges à payer et excédent de caisses	122,533,302	110,597,556	11%

24. Impôt sur le résultat à payer : Diminution de 18%

Il s'agit de l'impôt sur les bénéfices à payer qui a été calculé sur le résultat de l'exercice. Il a connu une diminution de 18% et a passé de 413 millions au 31/12/2024 à 339,2 millions au 31/12/2025. Le détail est repris dans le tableau suivant:

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Résultat avant impôt	1,081,322,741	1,444,260,417	-25%
Dépenses non déductibles			#DIV/0!
Carburant	7,334,890	7,604,830	-4%
Communication	9,889,500	10,047,399	-2%
Dotations aux amortissements des immobilisations du Système Alpha	220,702,211		#DIV/0!
Donations	1,900,000		#DIV/0!
Impôt différé	21,371,855		#DIV/0!
Provision pour Congés à payer	13,419,007		#DIV/0!
Détournement de fond par des employés	-	11,869,915	-100%
Amendes et pénalités	446,601	1,255,500	-64%
Total des dépenses non déductibles	275,064,065	30,777,644	794%
Dotations aux amortissements des immobilisations selon RRA	221,110,265		#DIV/0!
Base taxable	1,135,276,541	1,475,038,061	-23%
Impôt sur le Résultat de la période(exclus Impôt différé)	317,877,431	413,010,657	-23%
Impôt différé	21,371,855	-	#DIV/0!
Impôt sur le Résultat (inclus Impôt différé)	339,249,286	413,010,657	-18%
Accompte sur Impôts payé	278,794,260	210,937,006	32%
Impôt Mobilier à recevoir (UNGUKA BANK)	16,452,271	- 9,803,546	-268%
Impôt sur les bénéfices à payer	22,630,900	211,877,197	-89%

25. Emprunts à court terme

Il s'agit des emprunts dont les échéances sont d'au moins une année. Ces emprunts sont contractés auprès de la BRD -ENABEL pour financer les projets d'élevage de porcs, de poules, celui de la BRD -AFFIR pour financer les entreprises œuvrant dans la transformation, l'urbanisation, ainsi que celui de la BRD-CDAT équivalente à 1,7 milliards pour financer les projets d'agri-élevages. Ils sont de 336.9 millions au 31/12/2025.

Le détail est repris ci-après :

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Dettes à C T	336,975,801	-	#DIV/0!
Emprunt BRD-ENABEL Échéance de moins d'un an	86,743,534	-	#DIV/0!
Emprunt BRD-AFFIR Échéance de moins d'un an	99,039,531	-	#DIV/0!
Emprunt BRD-CDAT Échéance de moins d'un an	151,192,736	-	#DIV/0!

26. Fonds propres nets : Augmentation de 11%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Fonds propres	4,995,594,498	4,505,922,408	11%
Capital souscrit versé	1,161,700,000	1,161,700,000	0%
Réserves légales	821,438,557	2,312,972,648	-64%
Résultat de la Période	763,445,310	1,031,249,760	-26%
Report à nouveau	2,249,010,631	-	#DIV/0!

Les fonds propres nets ont connu une augmentation de 11%. Ils ont passé de 4,5 milliards au 31/12/2024 à 4,9 milliards au 31/12/2025 suite à l'amélioration du résultat de 2025.

26.1. Le capital social

Actionnaires	Montant net au 30/12/2025 (Frw)	Montant net au 30/12/2024 (Frw)	Variation en %	Répartition des actions
CARITAS RWANDA	480,400,000	480,400,000	0%	41,4%
Diocèse GIKONGORO	107,000,000	107,000,000	0%	9,2%
Diocèse BUTARE	98,100,000	98,100,000	0%	8,4%
Archidiocèse KIGALI	88,100,000	88,100,000	0%	7,6%
Diocèse BYUMBA	80,600,000	80,600,000	0%	6,9%
Diocèse NYUNDO	68,400,000	68,400,000	0%	6,1%
Diocèse KABGAYI	70,300,000	70,300,000	0%	5,4%
Diocèse RUHENGERI	64,200,000	64,200,000	0%	6,1%
Diocèse KIBUNGO	48,600,000	48,600,000	0%	4,2%
Diocèse CYANGUGU	35,100,000	35,100,000	0%	3%
CENTENARY HOUSE LTD	20,900,000	20,900,000	0%	1,8%
Total	1,161,700,000	1,161,700,000	0%	100%

Le capital social n'a pas changé par rapport à la situation du 31 Décembre 2024.

26.2. Réserves légales : Diminution de 64%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Réserves légales	821,438,557	2,312,972,648	-64%

Il s'agit des réserves légales constituées suite à la décision de l'Assemblée Générale d'affecter les reports à nouveau dans les réserves légales pour renforcer les fonds propres de

l'institution. Ils ont connu une diminution de 64% par rapport à 2024. Ils ont passé de 2,3 milliards au 31/12/2024 à 821,4 millions au 31/12/2025 suite à l'extourne des montants antérieurement affectés aux réserves légales au titre des exercices 2023 et 2024, ceux-ci ayant excédé le seuil réglementaire de 30 % du report à nouveau.

26.3. Le report à nouveau : Augmentation de 192%

Intitulé	Montant net au 31/12/2025 (Frw)	Montant net au 31/12/2024 (Frw)	Variation en %
Report à nouveau	3,012,455,941	1,031,249,760	192%

Le report à nouveau a connu une augmentation suite à l'ajustement de réserves légales selon la recommandation du régulateur. Ils ont passé de 1 milliard au 31/12/2024 à 3 milliards au 31/12/2025 suite à l'amélioration du résultat de 2025.

10. Rapport du Commissaire aux Comptes

10.1. Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) Plc qui comprennent l'état de la situation financière au 31 Décembre 2025, et le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé de principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Réseau Interdiocésain de Microfinance (RIM) Plc 31 Décembre 2025, ainsi que de la performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables aux normes internationales de comptabilisation « International Financial Reporting Standards » (IFRS) et ainsi qu'aux dispositions requises par la loi N°007/2025 du 05/02/2021 régissant les sociétés commerciales, Règlement n° 58/2023, 59/2023, 60/2023, 61/2023 et 62/2023, relatif à l'organisation de l'activité de microfinance et Loi n° 072/2021 du 08/11/2021 régissant les institutions de microfinance de dépôts.

Nous avons effectué notre audit en nous basant sur les Normes Internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent

rapport. Nous sommes indépendants de l'organisation conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Rwanda et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

10.2. Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux pratiques comptables en vigueur au Rwanda et aux accords de financement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de l'organisation.

10.3. Responsabilités de l'auditeur

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspondant à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'elles sont raisonnables de s'attendre à ce

que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur celles-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre de procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations ultérieures pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers

représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons au Conseil d'Administration notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées au Conseil d'Administration, nous déterminerons qu'elles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : Ce sont les questions clés de l'audit.

Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminerons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

10.4. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

La Loi n ° 007/2025 du 05/02/2021 relative aux sociétés exige que, dans le cadre de notre audit, nous examinons et vous rendions compte des points suivants. Nous confirmons que :

- Il n'y a aucune circonstance qui puisse menacer notre indépendance en tant qu'auditeur de la société ;
- Nous avons obtenu toutes les informations et explications qui au mieux de notre connaissance et croyance sont nécessaires aux fins de notre audit ;

- A notre avis, les livres comptables ont été tenus par la société telle qu'il ressort de nos vérifications de ces livres l'état de la situation financière et l'état du résultat global est en accord avec les livres comptables.
- Nous n'avons pas de relation des intérêts et des dettes envers la société.
- Nous avons communiqué au Conseil d'administration de la société, par le biais d'une lettre de recommandations distincte, les questions de contrôle interne identifiées dans le cadre de notre audit, y compris nos recommandations relatives à ces questions.

Selon les informations et les explications qui nous ont été fournies en tant qu'auditeur externe de l'institution, comme le montrent les documents comptables et autres de l'institution, les comptes annuels ont été préparés conformément aux articles 121 « Normes à suivre pour la préparation du bilan » et 123 « Exigences relatives aux comptes annuels particuliers » de la loi sur les sociétés.

Pour GPO Partners Rwanda Ltd



Patrick GASHAGAZA
Associé



Réseau Interdiocésain de Microfinance

KN4 Avenue 8 | Centenary House 1st Floor | P.O Box: 951 Kigali - Rwanda | Toll Free: 2004 | +250 788 320 675
E-mail: rim@rim.rw | Website: www.rim.rw | Twitter: @interdiocesain | Facebook: Rim Rim